



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Niger

Projet d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural (PUSADER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 15-30 avril 2013

Date du document: 20/05/2013

No. du Projet: 1591

No. du rapport: 3057-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet	2
C.	Produits et effets	5
D.	Etat d'avancement de l'exécution du projet	15
E.	Aspects fiduciaires	16
F.	Durabilité	17
G.	Autres aspects	18
H.	Conclusions	18

Liste des illustrations

Figure 1: Décaissement du prêt/don FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

Liste des tableaux

Tableau 1: Taux de réalisation globaux et annuels

Tableau 2: Taux de réalisation global et du PTBA 2013

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	25
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	29
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	31
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	35
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	37

A. Introduction¹

1. Du 15 au 30 avril 2013, une mission conjointe du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement du Niger a procédé à la supervision du PUSADER. L'objectif de la mission était d'appuyer la Cellule Nationale de Coordination (CNC) et les Cellules Régionales de Coordination (CRC) de Maradi, Tahoua et Tillabéry dans la poursuite des activités du projet et d'aboutir à un plan d'actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées jusqu'à la fin du projet. La mission devait également évaluer les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs du projet avec un examen approfondi des réalisations physiques, techniques et financières enregistrées à ce jour. En particulier, la mission devait apprécier les changements intervenus auprès des populations bénéficiaires (notamment le groupe cible, et plus particulièrement les femmes et les jeunes) et formuler des recommandations et propositions pertinentes et faisables pour pérenniser les acquis du projet.

2. A Niamey, l'équipe de supervision a été reçue en début de mission par M. Assane Moumouni Dagna, Secrétaire Général Adjoint du Ministère de l'Agriculture (MAG) et M. Ousmane Oumarou, Directeur des Programmes et du Plan au Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire. Elle a tenu des séances de travail avec M. Assadeck Mohamed, Coordonnateur national du projet et les cadres de la CNC. La mission s'est ensuite rendue dans la zone d'intervention du projet où elle a rencontré M. Moussa Alhousseini, Gouverneur de la région de Maradi, le Secrétaire Général, M. Moussa Ibrahim et le Secrétaire Général Adjoint, M. Sidi Mahamane Koutayé, et M. Abdou Ouho Dodo, Président du Conseil de la Ville de Tahoua. Elle a effectué des visites des réalisations en quatre groupes thématiques (renforcement des capacités, infrastructures, suivi-évaluation et gestion fiduciaire) et discuté avec les bénéficiaires du projet. La mission a également tenu des séances de travail spécifiques avec les CRC et les partenaires du projet. A la fin des visites de terrain dans chaque région, une réunion de synthèse et de restitution de la mission aux autorités administratives, à la CRC et aux partenaires a été organisée. En outre, la mission a participé aux travaux de l'atelier de lancement technique du Projet de Petite Irrigation *Ruwanmu* qui s'est tenu à Maradi du 24 au 25 avril 2013.

3. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 30 avril 2013 à Niamey au cours d'une réunion de restitution présidée par M. Yayé Seydou, Directeur Général du Plan, et regroupant les cadres de la CNC et des CRC, et les représentants des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet.

4. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, aux équipes de coordination et de gestion du projet, aux autorités administratives et coutumières rencontrées sur le terrain au niveau régional, départemental et local, aux bénéficiaires et autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet pour leur disponibilité et la qualité des échanges.

5. Le PUSADER financé par le FIDA (USD 13 millions) et l'OFID (USD 6.36 millions) fait partie intégrante du Programme d'Urgence préparé en 2010 par la Banque mondiale et le FIDA et contribue ainsi à l'objectif de développement de ce dernier en concentrant ses efforts dans les régions de Maradi, Tahoua, et de manière réduite dans la région de Tillabéry. Le Projet est mis en œuvre à travers les composantes suivantes: **Composante n°1: Restauration des actifs productifs des ménages en situation d'insécurité alimentaire (10,4 millions de dollars)**. Dans le cadre de cette composante du projet, le FIDA et ses partenaires viendront en aide aux ménages ruraux vulnérables touchés par la crise alimentaire qui sévit actuellement dans les régions de Maradi et Tahoua. **Composante n°2: Renforcement des systèmes de production de riz (1 million de dollars)**. Dans cette composante, le FIDA intervient pour apporter son soutien aux groupes de femmes dans les zones de production rizicole de Tillabéry à des fins de diversification des cultures, de transformation

¹ Composition de la mission: l'équipe FIDA était composée de M. Damien Ngendahayo, agronome, Chef de mission, Mme Oumou Wane Touré, expert-comptable et financier, M. Oussouby Touré, sociologue, M. Mamadou Maladho Barry, ingénieur du génie rural, Mme Lisa Hubert, économiste, M. Malam Kimé Moustapha et Issaka Souley, Assistants techniques nationaux. La partie gouvernementale était composée de M. Abdou Chaibou, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Saidou Amadou, Représentant du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, M. Moussa Hassanet M. Elhadj Mahaman Tassiou Sani, Représentants du MAG, M. Bello Ousmane et M. Moussa Ousseini, Représentants du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, M. Djibo Seyni, Représentant du Ministère de l'Elevage, M. Malangoni Ibrahim, Représentant du Ministère en charge de la Décentralisation, M. Boureima Boubacar, Représentant du Ministère de l'Équipement, M. Ali Namory Keita, bureau du groupement Art et Génie/CINTEC. M. Vincenzo Galastro, Chargé de portefeuille du FIDA pour le Niger, s'est joint à la mission à partir du 26 avril.

et de commercialisation des produits rizières. **Composante n°3: Infrastructures de soutien au développement rural** y compris: (i) la réhabilitation des pistes rurales et (ii) la construction de puits villageois et de points d'eau pastoraux. **Composante n°4: Coordination de projet et suivi-évaluation:** renforcement des capacités et des ressources de l'Unité de coordination du PUSADER et d'autres fournisseurs de services à des fins de mise en œuvre du Programme, y compris la mise en place du mécanisme de ciblage et du processus de suivi et d'évaluation. Les activités du PUSADER sont menées dans 34 municipalités des régions de Maradi, Tahoua et Tillabéry et viseront directement 121 000 ménages environ, soit près de 847 000 personnes, dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet

Cohérence de la stratégie de la mise en œuvre du projet avec les politiques nationales

6. Identifié en réponse à la crise alimentaire qui prévalait alors, le PUSADER, en raison même du contexte de mise en œuvre et de son objectif global qui est de réduire les effets de la crise alimentaire issue du déficit agricole et fourrager de la campagne 2009/2010, s'insère principalement dans l'axe stratégique 3 de l'I3N, à savoir l'amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes. Le PUSADER s'inscrit de même fortement dans l'axe stratégique 1 de l'Initiative 3N à travers trois programmes d'investissements prioritaires (PIP), notamment les actions de développement de la petite irrigation et de réalisations d'ouvrages hydrauliques (PIP 1. Accroissement des productions sous irrigation); de production, rachat et distribution de semences améliorées (PIP 2. Modernisation des systèmes de production sous pluie); ainsi que de reconstitution du cheptel et de balisage des couloirs de passage (PIP 3. Sécurisation des systèmes de productions animales).

7. En s'intégrant à l'I3N, le projet s'insère tout aussi bien dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d'orientations politiques et stratégiques, et dont l'I 3N constitue le troisième axe. De même, en raison des liens dégagés et de la nature des activités développées, le projet contribue à l'atteinte des OMD et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, de l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de l'OMD 7 sur l'environnement durable.

Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

8. Le PUSADER a été conçu comme dispositif de réponse institutionnelle, technique et financière à la crise alimentaire qui a affecté le Niger en 2010. Il s'intègre dans une intervention d'urgence plus large (Programme d'Urgence de Sécurité Alimentaire et de Développement Rural - PUSA/DR) qui s'articule autour d'actions multidimensionnelles et synergiques impliquant la Banque mondiale, le FIDA et l'OFID. Cette approche basée sur la promotion d'actions synergiques s'est révélée d'autant plus pertinente que les populations des zones d'intervention du projet devaient faire face de manière efficace aux problèmes résultant d'un continuum d'années de crise (sécheresses en 2009, 2010 et 2011 et inondations en 2012).

9. Dans un tel contexte, l'intervention du projet est indéniablement courageuse parce qu'elle touche directement les populations nécessiteuses des zones les plus durement affectées par la crise alimentaire. Plusieurs interlocuteurs rencontrés par la mission tant au niveau national que sur le terrain ont souligné un acquis important de l'intervention du PUSADER lié au fait qu'elle s'articule autour d'actions clefs permettant de renforcer la résilience des ménages vulnérables. Les actions jugées les plus efficaces par les interlocuteurs pour renforcer la sécurisation des ménages vulnérables portent sur la reconstitution du cheptel, l'amélioration de la productivité des cultures pluviales, la promotion de la petite irrigation, la mise en place de stocks de proximité de céréales et d'aliments du bétail et la récupération des terres dégradées, à travers les HIMO.

10. La flexibilité de la stratégie d'intervention du projet est également mentionnée comme un atout qui a permis d'améliorer l'efficacité dans la mise en œuvre des activités, en particulier celle portant sur la multiplication et la distribution de semences améliorées aux ménages vulnérables. Plutôt que d'acheter des semences améliorées sur le marché, le projet a choisi de s'appuyer sur un réseau de multiplicateurs semenciers; ce qui a permis de dépasser largement les objectifs fixés (taux de réalisation de 113% au titre du PTBA 2013).

11. De l'avis de la plupart des interlocuteurs rencontrés par la mission, les domaines dans lesquels les appuis du PUSADER sont les plus significatifs concernent principalement la mise en place des banques céréalières et la reconstitution du cheptel. Les apports des stocks alimentaires de sécurité sont bien appréciés par les populations qui estiment que ces dispositifs jouent un rôle important dans la consolidation de la sécurité alimentaire de proximité. Dans le contexte spécifique de la zone d'intervention du projet, l'enjeu de l'accès à ces dispositifs est crucial compte tenu des multiples fonctions et services qu'ils assurent, notamment: (i) l'atténuation des effets de la hausse des prix des céréales en période de soudure; (ii) la réduction des effets de l'enclavement et de l'éloignement géographique sur les possibilités d'accès aux céréales; et (iii) la possibilité offerte aux ménages vulnérables d'acheter à crédit ou de manière échelonnée de petites quantités de céréales.

12. Le défi du renforcement de la viabilité économique et sociale des banques céréalières impose d'accorder une attention soutenue à la sécurisation de leur système d'approvisionnement, grâce à l'établissement de mécanismes d'articulation avec le dispositif communal et national (possibilité de s'approvisionner auprès de l'OPVN, prise en charge de toutes les opérations de distribution ou de vente de céréales organisées au niveau local, etc.). Cette sécurisation suppose également le renforcement de la dynamique organisationnelle de second niveau, dans le but de favoriser le recensement des besoins, le regroupement des commandes, la prise en charge des négociations avec les sources d'approvisionnement, l'organisation des moyens de transport, etc.

13. En ce qui concerne la redistribution du cheptel, la mission constate que ce type d'appui est largement apprécié par les populations qui estiment que l'intervention a ciblé en priorité les ménages les plus vulnérables, sur la base d'un auto-ciblage participatif. De leur point de vue, la distribution d'animaux engendre des impacts significatifs sur les conditions de vie des ménages pauvres, d'autant que certaines exigences importantes ont été prises en compte par le projet dans plusieurs sites comme celui de Masko par exemple (représentation des bénéficiaires et des services techniques déconcentrés dans le comité d'achat des animaux, choix d'animaux en âge de se reproduire et en bonne santé, mise en place d'un dispositif de suivi sanitaire et zootechnique, respect de la période de mise en quarantaine des animaux, respect du ratio mâles/femelles, etc.).

14. L'un des défis les plus importants à relever dans la perspective de la consolidation de cette activité d'élevage porte sur une meilleure structuration des bénéficiaires, en vue de garantir un fonctionnement optimal de la chaîne de solidarité qui vise à élargir de façon continue le cercle de bénéficiaires.

Effets et impacts

15. Les témoignages recueillis sur le terrain indiquent qu'au stade actuel, certains effets bénéfiques induits par l'intervention du projet en termes d'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables commencent à se faire sentir. Ces premiers effets se traduisent par:

- l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition, grâce à la production laitière des animaux redistribués aux ménages vulnérables et l'acquisition par ces groupes d'un patrimoine productif constituant une assurance contre les risques (le suivi sanitaire et zootechnique des animaux a été confié aux Directions régionales de l'Elevage de Tahoua et Maradi dans le cadre de conventions de partenariat avec le PUSADER);
- la sécurisation foncière des parcelles aménagées, qui constitue une condition permettant de réaliser l'investissement dans l'agriculture, mais aussi un mécanisme d'assurance à long terme;
- l'amélioration de la productivité agricole, induite par l'utilisation de semences améliorées et par la promotion de systèmes de culture plus sécurisés s'appuyant sur l'irrigation, ce qui a favorisé la réduction des flux d'exode saisonnier vers les pays voisins;
- le renforcement des capacités de résilience des ménages vulnérables à travers des appuis consistants en intrants agricoles et l'établissement d'un mécanisme sécurisé d'achat de la production de semences pendant la période d'intervention du projet;
- l'établissement d'un dispositif efficace d'approvisionnement en intrants agricoles s'appuyant sur les stratégies développées par les ménages pour disposer d'une trésorerie au moment opportun (réinvestissement des revenus agricoles dans l'embouche, le commerce de céréales et d'autres activités économiques permettant d'obtenir un taux de rémunération intéressant), mais aussi sur les initiatives développées par certaines organisations faîtières (achat groupé, accès à des intrants subventionnés auprès de la CAIMA, etc.);

- la création des conditions pour une meilleure valorisation des opportunités de marché (proximité des centres urbains, etc.) et une gestion optimale des risques (divagation du bétail, attaques des oiseaux granivores, etc.), grâce à la diversification des spéculations;
- l'amélioration de l'accessibilité des groupes cibles aux banques de céréales pendant les périodes de soudure de 2011 et 2012;
- le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables qui ont pu obtenir des revenus monétaires à travers leur participation aux travaux HIMO dédiés à la récupération des terres dégradées (ces revenus ayant été consacrés principalement à l'achat de céréales);
- le renforcement des capacités techniques et de gestion des producteurs agricoles, grâce à la mobilisation de prestataires privés chargés d'assurer l'appui/conseil.

16. Tout en reconnaissant la portée de ces différents effets bénéfiques induits par l'intervention du PUSADER, la mission estime qu'elle ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour déterminer s'ils sont d'ordre structurel ou conjoncturel. De son point de vue, les aléas climatiques (crises alimentaires, catastrophes naturelles) peuvent compromettre les acquis enregistrés et provoquer le basculement à nouveau dans la précarité des ménages qui ont bénéficié des appuis du PUSADER. Le souci de prendre en compte de façon anticipée ce risque est à l'origine de l'établissement de passerelles entre le PUSADER et le Projet de Petite Irrigation *Ruwanmu* dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PPI/*Ruwanmu*).

Défis à prendre en compte pour le Projet Petite Irrigation *Ruwanmu*

17. Dans la perspective du passage du témoin entre le PUSADER et le PPI/*Ruwanmu*, la mission estime nécessaire de prendre en compte certains défis importants qui portent sur:

- le renforcement des structures de gestion des sites maraîchers (groupements de base et structures organisationnelles de second niveau) pour leur permettre de: (i) lever les goulots d'étranglement au niveau de la filière; (ii) assurer la mise en marché des productions; et (iii) organiser le stockage et la transformation des produits;
- la consolidation des capacités organisationnelles des femmes bénéficiaires de l'opération de reconstitution du cheptel afin qu'elles puissent: (i) établir des dispositifs de soutien complémentaire (fonds de garantie permettant de faire face aux pertes d'animaux, consolidation du dispositif de suivi sanitaire et zootechnique, etc.); (ii) mettre en place un mécanisme d'articulation entre l'activité d'élevage et des AGR porteuses; et (iii) prendre en charge de façon autonome le fonctionnement de la chaîne de solidarité;
- la professionnalisation de la gestion des dispositifs d'accès aux intrants alimentaires (banques de céréales et d'aliments du bétail);
- le développement du partenariat avec les communes en vue d'assurer un suivi régulier des activités, grâce à la mobilisation des services déconcentrés de l'Etat;
- la poursuite de l'accompagnement des producteurs agricoles par des prestataires privés dont le mandat devra être élargi pour prendre en compte le besoin de renforcement des capacités stratégiques des structures de gestion qui ont été mises en place;
- la prise en compte des défis environnementaux qui se posent dans certains sites maraîchers (cas de la vallée de Golom où la modernisation du système de production s'accompagne d'un dessouchage systématique des eucalyptus et de la mise en place de haies mortes visant à réduire l'effet de l'évaporation et du vent).

Principales leçons apprises

18. Les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet mettent en exergue la nécessité de: (i) mieux cibler les interventions portant sur la petite irrigation, en vue d'améliorer leur impact et d'asseoir les bases de leur durabilité; et (ii) mettre en œuvre un programme d'alphabétisation et de post-alphabétisation visant à doter la zone d'intervention de ressources humaines de qualité pour soutenir son développement socio-économique et culturel.

19. Plus spécifiquement, dans le cadre de la mise en œuvre du PUSADER, les enseignements majeurs tirés des interventions qui ont été menées sont les suivants:

- a) la stratégie de ciblage des bénéficiaires devrait être affinée en vue de créer les conditions d'une efficacité réelle des actions de promotion de la petite irrigation. S'agissant de ce type d'intervention, les paramètres de ciblage devraient tenir compte à la fois du degré de vulnérabilité des ménages, mais aussi de leur situation foncière, dans la mesure où les ménages ne peuvent valoriser les appuis dans le domaine de la mise en valeur agricole que s'ils n'ont pas accès à des terres aménageables. Lorsque cette exigence n'est pas prise en compte, on constate que la stratégie d'intervention se heurte à des écueils (tentatives avortées de fonçage de puits dans des zones non appropriées, risque de récupération par les propriétaires fonciers des terres qu'ils ont prêtées à des ménages vulnérables et qui ont fait l'objet d'un aménagement, etc.). **Un effort plus important devra être consenti pour mieux connaître les droits fonciers des bénéficiaires potentiels des appuis en matière de promotion de la petite irrigation;**
- b) les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet mettent en exergue la nécessité de mieux cibler les interventions portant sur la petite irrigation, en vue d'améliorer leur impact et d'asseoir les bases de leur durabilité. Dans la perspective de la mise en œuvre du PIP/Ruwanmu, **il conviendra de mettre en œuvre un programme d'alphabétisation et de post-alphabétisation permettant de doter la zone d'intervention de ressources humaines de qualité pour soutenir son développement socio-économique et culturel.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mieux connaître les droits fonciers des bénéficiaires potentiels des appuis en matière de promotion de la petite irrigation	Ruwanmu /PASADEM	Phase d'exécution
Appuyer la mise en œuvre de démarches permettant de garantir la diversification de l'offre d'alphabétisation et la prise en compte des besoins des groupes sociaux défavorisés bénéficiaires des appuis des projets FIDA (femmes, jeunes déscolarisés, petits producteurs agricoles, etc.)	Ruwanmu /PASADEM	Phase d'exécution

C. Produits et effets

Composante 1: Restauration du capital productif pour les ménages ruraux en insécurité alimentaire

Production et distribution des semences améliorées

20. **Exécution des PTBA 2013.** Au titre du PTBA 2013, l'objectif physique est de distribuer un total de 270 tonnes de semences améliorées à 22 960 ménages (environ 12,5kg/ménage) dans les villages déficitaires pour la campagne 2012 pour un budget annuel de F CFA 189,5 millions. La recommandation de la mission de revue à mi-parcours a été suivie avec un réaménagement du budget ayant permis l'achat des surplus de production des multiplicateurs pour satisfaire un plus grand nombre de ménages. Au cours du premier trimestre 2013, le PUSADER a déjà acheté 304,43 tonnes de semences céréalières en incluant l'achat des surplus des multiplicateurs. Le ciblage vient d'être achevé à Maradi dans 127 villages et sera achevé en mai dans la région de Tahoua. Un total de 24 354 ménages devrait recevoir des semences, soit 106% de l'objectif fixé pour 2013. Le projet a déjà décaissé F CFA 133 millions pour cette composante pour le premier trimestre 2013. Le taux de réalisation physique du PTBA 2013 est de 113% (volume semences) et le taux de réalisation financière de 70% au 31 mars 2013.

21. **Réalisations cumulées.** Le PUSADER a assuré la distribution de 485 tonnes au 31 mars 2013, à 15 094 ménages dont 11% de femmes, pour un objectif final de 450 tonnes de semences améliorées produites et distribuées à 40 000 ménages. Un total de 24 354 ménages additionnels déjà ciblés recevra des semences en mai 2013, soit un total de 39 448 ménages bénéficiaires. Le taux de réalisation physique global attendu de la sous composante est donc de 108% pour le volume de céréales et un taux prévisionnel de 99% pour les bénéficiaires. Sur un budget de F CFA 425,37 millions, un total de F CFA 250,59 millions a été décaissé à cette date, soit un taux de réalisation financière global de 59%.

Tableau 1: Taux de réalisation globaux et annuels

	PROJET GLOBAL (2009-2013)			PTBA 2013		
	Objectifs	Réalisé (au 31/03/13)	% réalisation	Objectifs	Réalisé (au 31/03/13)	% réalisation
Réalisation physique						
Semences (tonnes)	450	485	108%	270	304,43	113%
Bénéficiaires (ménages)	40 000	39 448	99%	22 960	24 354	106%
Réalisation financière						
Budget Semences (million F CFA)	425,37	250,59	59%	189,5	133,13	70%

22. **Rachat des semences.** A Maradi, aucune activité n'avait été programmée pour les multiplicateurs et inspecteurs de semence départementaux qui avaient déjà reçu des formations et recyclage les années précédentes. Ils ont en revanche reçu en avance, comme en 2011 et 2012, des semences de base, engrais, produits phytosanitaires et fongicide, remboursés en nature lors de l'achat des semences par le projet. Ils ont également bénéficié d'un encadrement par la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA). Le remboursement de ces avances représente un volume de 32,68 tonnes de céréales pour une prévision de 36 tonnes, soit un taux de recouvrement de 98%. La différence s'explique par des difficultés de production pour certains multiplicateurs (attaques, etc.). A Tahoua, les crédits ont été remboursés à hauteur de 100%, représentant environ 34,6 tonnes de céréales.

23. **Effets et impact.** Une enquête auprès des bénéficiaires conduite par un ADL et des stagiaires a souligné la volonté affirmée des bénéficiaires de constituer des stocks communautaires de semences améliorées. L'enquête témoigne par ailleurs d'un effet de redistribution de semences dans le cercle proche des bénéficiaires par effet de solidarité, augmentant de facto le nombre de bénéficiaires indirects, ceux-ci les utilisant pour produire des semences pour la campagne suivante. Quelques cas de consommation directe des semences distribuées ont été recensés mais ils demeurent extrêmement limités.

24. Concernant l'impact sur la sécurité alimentaire à travers les surplus de production dus à l'augmentation des superficies emblavées, la CRC de Maradi a estimé que ceux-ci permettent la couverture des ménages bénéficiaires directs sur plus de trois mois grâce à la superficie de 14 932 ha qui seront emblavés en 2013. La production estimée de niébé devrait également permettre de générer un équivalent monétaire de F CFA 300 millions, permettant ainsi aux ménages l'achat de céréales supplémentaires.

25. La mise en œuvre de la sous-composante « production et distribution des semences améliorées » est jugée **très satisfaisante** du fait du dépassement des objectifs fixés en termes de volumes de production et de ménages bénéficiaires.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sensibiliser les multiplicateurs sur les aspects de professionnalisation	ADL/CRC	Décembre 2013

Développement de la petite irrigation et des cultures de décrues

26. La petite irrigation et les cultures de décrue visent un objectif global de 3 000 ha au niveau des deux régions de Tahoua et de Maradi dont 1 500 ha en cultures de décrue et 1 500 ha en petite irrigation. Sur les deux régions et durant les 3 campagnes, les résultats obtenus sont donnés ci-après:

TAHOUA

27. **Cultures de décrue.** Depuis son entrée en vigueur en février 2011, le projet a favorisé la mise en valeur dans la région de Tahoua, de 610 ha en cultures de décrue dont 210 ha en 2011-2012 et 400 ha en 2013. Cet appui a bénéficié à 1 214 ménages dont 39%, soit 468 ménages, sont dirigés par des femmes et des jeunes. Au total 6,4 tonnes de semences améliorées de maïs, niébé, pastèque,

melon et dolique ont été distribuées ainsi que 414 kits de petit matériel (binettes, râpeaux, dabs et arrosoirs) et 66 kits de traitement phytosanitaires et 1 620 litres de pesticides.

28. **Petite irrigation.** Au niveau de la petite irrigation, le projet a appuyé l'aménagement de 640 ha de terres irriguées dans 7 communes. Cet appui a permis de réaliser des captages avec la construction de puits et de forages et de mettre à la disposition des bénéficiaires, 1 623 groupes motopompes (GMP) et des intrants (semences, pesticides et kits de traitement). Durant la campagne 2011, le projet a livré 763 GMP et 860 en 2013 dans le cadre de l'exécution du PTBA 2012. Sur les 1 623 ménages bénéficiaires, 34% des ménages soit 552 ménages sont dirigés par des femmes et des jeunes. Ces aménagements ont été accompagnés par la livraison de 124,25 tonnes d'engrais NPK et d'urée, de 28 tonnes de semences potagères, de 1 735 litres de pesticides et de 162 kits de traitements phytosanitaires qui ont été gérés au niveau village. Tous ces appuis se sont traduits par une diversification des cultures maraichères (oignon, chou, tomate, pomme de terre et moringa), une augmentation des superficies de l'ordre de 164% et un accroissement des rendements de l'oignon en particulier qui sont passés de 35 à 62 tonnes/ha en moyenne soit une augmentation de 27 tonnes/ha en moyenne.

MARADI

29. **Cultures de décrue.** Au cours des campagnes agricoles 2011 et 2012, le projet a appuyé la mise en valeur de 170 ha et au cours de la campagne 2013, il a appuyé dans les communes de Guidan Roumdji et Guidan Sori, la mise en valeur de 450 ha en cultures de décrue au profit de 1 423 bénéficiaires dont 137 femmes qui représentent environ 10% des bénéficiaires touchés. Le total aménagé et encadré durant ces deux campagnes est de 620 ha en culture de décrue sur une prévision de 650 ha soit 95,38% de réalisation de l'objectif. Au passage de la présente mission de supervision, les GSC étaient en train de traiter les résultats de la campagne.

30. **Petite irrigation.** Dans la région de Maradi, sur un objectif de 700 ha en petite irrigation, le projet a aménagé et équipé 264 ha au cours des campagnes 2011 et 2012, et 455 ha en 2013 pour un total de 719 ha soit un taux de réalisation 103%. Le fonçage des puits a permis de livrer aux bénéficiaires, 108 puits maraichers durant les campagnes 2011 et 2012 sur une prévision de 175 puits. En 2013 ce sont 18 puits qui ont été réalisés à Maradi soit un total de 126 puits pour un taux de réalisation de 72%. Entre 2011 et 2012 ce sont 844 groupes motopompes qui ont été acquis et distribués aux bénéficiaires et en 2013 ce sont 1 357 motopompes qui ont été livrés pour un total de 2 201 GMP qui permettent d'exploiter 2 201 forages maraichers équipés des réseaux californiens de distribution sur un linéaire de 44 000 ml. Dans le cadre du PTBA 2013, le PUSADER a exécuté l'essentiel des activités inscrites notamment le fonçage de 1 343 forages maraichers et la fourniture et de 1 357 groupes motopompes. Sur l'objectif de 1 357 forages visés en 2013, au total 1 343 forages maraichers ont été foncés avec la fourniture de 1 343 motopompes. Les 14 motopompes restantes ont été installées avec un réseau californien au niveau du lac de Madarounfa à la demande des bénéficiaires suite aux difficultés rencontrées lors des travaux de forage.

31. Ainsi au cours des 2 années de sa mise en œuvre, le projet a fourni au total 2201 GMP, 22 tonnes de semences, 117 tonnes d'engrais et 1 185 litres de produits phytosanitaires. Ces investissements ont touché directement 2 241 ménages sur 2 800 prévus soit un taux de réalisation de 80%. En plus des bénéficiaires directement touchés, les équipements de la petite irrigation vont bénéficier à plusieurs autres ménages dans l'esprit de la solidarité intercommunautaire. Le nombre de femmes bénéficiaires directes du projet pour le volet petite irrigation est de 21%. Ce faible taux s'explique par le contexte socioculturel et le faible accès de cette couche au foncier dans les vallées.

32. La mission estime que le PUSADER a pu atteindre ses objectifs en matière de petite irrigation avec un niveau de mise en œuvre jugé globalement **satisfaisant**.

33. Malgré ces performances les discussions avec les bénéficiaires ont démontré qu'au niveau de certains sites (cas de GUIDAN IDDER dans la commune de Malbaza), le taux d'échec des puits était assez élevé en raison des contextes géologiques (à la réception provisoire, 50% des puits avaient un bon captage, mais six mois après la réception provisoire seulement 25% des puits réceptionnés étaient productifs. Ainsi, sur les 80 motopompes distribuées seulement 20 (25%) sont exploitées dans la zone et les autres ont été déployées sur des sites plus favorables où ils sont exploités au niveau des puits traditionnels. Les bénéficiaires, ont fait le choix de les exploiter au niveau des puits traditionnels productifs ou alors sur d'autres sites plus favorables. Le taux élevé de l'échec du fonçage des puits s'explique d'une part, par un mauvais choix des sites et d'autre part, par une

technologie de fonçage non adaptée au contexte réalisée par des PME sélectionnées par appel d'offres. Il existe cependant à côté de ce site, un savoir-faire traditionnel en matière de fonçage de puits où des puisatiers ont réalisé des puits traditionnels avec un bon captage et qui sont fonctionnels depuis plus de 30 ans.

34. La principale leçon à tirer de cette expérience est qu'il y a eu un mauvais choix des sites d'implantation dans des zones de socle peu favorables au fonçage de puits. En plus, le ciblage sociologique des bénéficiaires qui a été fait sur la base du niveau de vulnérabilité des ménages aurait dû être complété par un choix judicieux des sites d'implantation. Il ressort des débats que chaque exploitant a préféré que l'investissement (puits) soit effectué sur sa propriété même si celle-ci n'était pas propice. Ce constat avait déjà été fait lors de la revue à mi-parcours et de la formulation du *Ruwanmu* et le choix a été fait de regrouper les bénéficiaires par paire pour bénéficier d'un forage équipé d'une motopompe et de réseaux californiens pouvant irriguer 0,5 ha. Cette technologie est la plus appréciée par les irrigants en raison des avantages liés à son faible coût, à l'économie d'eau et au gain de temps et de terres qu'il procure. Ce système est également facilement reproductible.

PARTENARIAT DANS LA PETITE IRRIGATION/CULTURES DE DECRUE

35. **GSC.** La mission d'appui conseil a été assurée par 7 groupements service-conseil (GSC) qui ont essentiellement assuré, les fonctions d'information, de sensibilisation des acteurs, de ciblage et d'appui conseils des bénéficiaires. Globalement, il est admis que les GSC ont pu accomplir leur mission avec des points faibles portant sur: (i) la discontinuité de l'encadrement, (ii) l'insuffisance du personnel d'encadrement pour les cultures de décrue. Les contrats des 7 GSC sont arrivés à terme depuis la fin du mois de mars 2013 et ne sont pas renouvelés. La poursuite de cette fonction d'appui conseil sera désormais reprise dans le cadre du projet *Ruwanmu*.

36. **SERVICES DU GENIE RURAL.** Sur la base de conventions de partenariat, les Services Régionaux du Génie Rural et leurs personnels évoluant au niveau des directions départementales au niveau des 3 régions (Tahoua, Maradi, Tillabéry) ont été impliqués dans le suivi contrôle des ouvrages exécutés, l'organisation des réceptions provisoires et définitives et la proposition de mesures correctives dans les délais requis. La prestation a été exécutée avec un personnel souvent insuffisant.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Retenir que la technologie du réseau californien, du <i>Ruwanmu</i> , n'exclue pas systématiquement les autres technologies et que la solution proposée devra être adaptée au contexte des sites	CNC/CRC <i>Ruwanmu</i>	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>
Tenir compte du savoir-faire traditionnel existant dans les bassins de production et l'intégrer au tant que possible dans les solutions à proposer	CNC /CRC <i>Ruwanmu</i>	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>
Corriger les erreurs de ciblage constatées pendant le PUSADER en intégrant les dimensions foncières techniques et de financement de la petite irrigation avec le <i>Ruwanmu</i>	Prestataire ciblage et CRC	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>
Etablir les nouveaux contrats avec les prestataires et partenaires du <i>Ruwanmu</i> sur les résultats (performance) et non sur le temps passé	CNC et CRC	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>

Reconstitution du cheptel

37. Les activités planifiées au titre du PTBA 2013 portent sur: (i) l'achat et la distribution de 5 000 caprins dans les communes de Bermo et Gadabéji; et (ii) le balisage de 150 km de couloirs pastoraux dans la région de Tahoua. Dans le courant du premier trimestre 2013, 2 900 caprins ont été achetés et distribués à 725 femmes vulnérables, soit un taux de réalisation de 58%. Les réalisations financières s'élèvent à 80 942 945 F CFA sur une prévision de 273 000 000 F CFA, soit un taux de réalisation de 29,65%.

38. Depuis le démarrage des activités du projet, 23 008 caprins ont été distribués à 5 752 ménages vulnérables résidant dans les départements d'Abalak, Dakoro, Guidan Roumdji et Bermo. Dans le souci de réduire les incidences de la crise pastorale sur les activités d'élevage, 5 banques d'aliments du bétail (BAB) ont été mises en place dans le département d'Abalak et dotées d'un stock initial de

100 tonnes. De même, les stocks de 6 BAB implantées dans les communes de Sabon Machi, Mayara Azagor, Bader Goula et Roumbou ont été renforcés, à travers l'allocation de 30 tonnes de son de blé.

39. **Suivi des recommandations.** Sur les deux recommandations qui ont été formulées, l'une est en cours d'exécution et porte sur le renforcement du suivi zootechnique et la formation des COGES (par la DRE), dans le cadre de la convention élaborée à cet effet. La deuxième recommandation a été mise en œuvre et concerne le respect strict des clauses contractuelles par les commissions de réception des animaux (à travers la représentation des bénéficiaires, des autorités administratives et des services techniques compétents dans les commissions mixtes chargés d'acheter les animaux).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer les capacités des structures de gestion des opérations de reconstitution du cheptel en vue de favoriser la mise en place de fonds garantie et de sécuriser le fonctionnement de la chaîne de solidarité	CRC/prestataires privés	Septembre 2013

Aménagement et sécurisation des espaces pastoraux

40. Le volet « sécurisation des espaces pastoraux » a été réorienté vers les sites ayant fait l'objet d'activités de récupération des terres afin d'y conduire des activités de balisage et de lutte contre le *sida cordifolia*. A ce jour, 1 885 ha ont fait l'objet d'un traitement contre cette espèce envahissante dans les deux régions et 650 ha ont été balisés dans la région de Tahoua.

41. Pour le PTBA 2013, les activités avaient été programmées uniquement pour la région de Tahoua. Sur les 25 km de terres dégradées à baliser en linéaire, 650 ha ont été balisés sur une longueur de 25,1 km. Le taux de réalisation physique de cette activité est donc de 100% au titre de 2013. Le budget prévisionnel était de F CFA 53,5 millions dont F CFA 48,6 millions ont été décaissés au 31 mars 2013, soit un taux de réalisation financière de 91% pour le PTBA 2013. Aucune recommandation n'avait été émise lors de la revue à mi-parcours sur cette activité, la mise en œuvre de cette sous-composante demeure **très satisfaisante**.

Récupération des terres à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO)

42. Au titre du PTBA 2013, la sous-composante avait trois objectifs (formation des COGES, paiement des gardiens des sites, supervision) pour un budget annuel de F CFA 41,4 millions. Au cours du premier trimestre 2013, le PUSADER n'a procédé qu'au paiement du contrat de gardiennage des sites récupérés faute d'un budget suffisant pour la formation des COGES. Cette situation résulte de la réallocation nécessaire opérée afin de couvrir les coûts des infrastructures d'exhaure de la sous-composante 1.1 qui avait été sous budgétisée. Le décaissement est de F CFA 14,4 millions pour ce premier trimestre. Le niveau de réalisation physique de la sous-composante pour le PTBA 2013 est donc d'un-tiers et le taux de réalisation financière de 35% au 31 mars 2013. La réallocation vers d'autres activités d'une partie du budget explique le faible niveau de réalisation financière.

Tableau 2: Taux de réalisation global et du PTBA 2013

	PROJET GLOBAL (2009-2013)			PTBA 2013		
	Objectifs	Réalisé (au 31/03/13)	% réalisation	Objectifs	Réalisé (au 31/03/13)	% réalisation
Réalisation physique						
Terres récupérées (ha)	3 000	3 084	103%	Na	Na	Na
Travaux biologiques (plants)	550 000	529 842	96%	Na	Na	Na
Réalisation financière						
Budget sous-composante (million FCFA)	650	550,47	85%	41,24	14,41	35%

43. A Maradi, les gardiens des deux sites réhabilités nommés par la commune surveillent le passage des animaux et les prélèvements de paille sur les sites. Ils perçoivent une rémunération de FCFA 25 000 par mois qui devra être prise en charge par le budget communal après le projet. Cet

aspect demeure néanmoins hypothétique, aucun accord n'ayant été signé. A Tahoua, 57 gardiens ont été recrutés pour les 14 sites.

44. Du fait des réallocations budgétaires, les COGES n'ont pas bénéficié de la formation sur la valorisation de la paille qui avait été prévue pour 2013.

45. **Suivi des recommandations.** Concernant les recommandations de la revue à mi-parcours, 2 sur 4 ont été mises en œuvre. Il s'agit du renforcement de la sensibilisation et de l'animation des COGES qui a eu lieu en 2012 avec notamment l'organisation d'un voyage d'étude ainsi que l'élaboration de plans de gestion des ressources des sites restaurés lors d'une formation en novembre 2012. L'évaluation des plantations a eu lieu également mais pas celle de la biomasse qui n'a pu être conduite par la Direction de l'Elevage en charge de cette activité. La recommandation portant sur le remplacement des plants morts n'a pas été réalisée dans la mesure où aucune production de plant n'avait été prévue pour 2013.

46. Si les points forts liés à la récupération des terres sont importants au regard des transferts réalisés auprès des bénéficiaires – environ FCFA 550 millions, du développement des pépiniéristes, de la reconnaissance de la part des mairies (gardiens) et des ressources fourragères additionnelles, le défi demeure la durabilité de la gestion des terres récupérées. L'équipe devra en particulier s'assurer que le salaire des gardiens sera pris en charge après le projet à travers des accords avec les mairies et/ou les COGES en échange de leur service. Au vu des contraintes budgétaires, **la mission recommande une sensibilisation des COGES dans le cadre d'un recyclage à conduire par l'équipe à travers par exemple les ADL** comme c'est le cas pour les COGES de l'IRDAR/RCI. Une étude thématique est également programmée dans le cadre de l'achèvement du projet sur l'utilisation des revenus de l'activité de récupération des terres par les ménages avec un accent sur le genre et les niveaux de vulnérabilité.

47. La mise en œuvre de la sous-composante « récupération des terres » est jugée **satisfaisante**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sensibiliser les COGES et les communes pour la prise en charge du salaire des gardiens	CRC	Continu - Décembre 2013

Création et gestion des banques céréalières de soudure (BCS)

48. Les activités planifiées dans le cadre de l'exercice de 2013 portent sur: (i) le règlement de la garantie effectuée sur les travaux de construction des magasins; (ii) la poursuite de l'encadrement des bénéficiaires par les opérateurs jusqu'au terme de leurs contrats; et (iii) le suivi technique des activités d'élevage. Les activités réalisées au terme du premier trimestre de 2013 concernent: (i) la poursuite de l'encadrement des bénéficiaires par les ONG prestataires (HIMMA à Maradi et ARIDEL à Tahoua); (ii) la réalisation d'une mission de supervision des banques céréalières par l'équipe du programme dans la région de Maradi (Assistante chargée du genre et ADL); et (iii) la réalisation de missions pour la réception définitive des magasins, en vue de permettre le règlement des retenues de garantie. Les réalisations financières s'élèvent à 24 176 050 F CFA sur une prévision de 33 550 000 F CFA, soit un taux de réalisation de 72,06%.

49. Le résultat global du volet s'établit comme suit :

- le renforcement de 73 banques céréalières parmi lesquelles 23 ont bénéficié de magasins en utilisant des matériaux définitifs;
- l'allocation d'un stock de 570 tonnes, soit 88% de la dotation globale des 73 banques céréalières qui ont assuré la couverture des besoins alimentaires de 6 000 ménages vulnérables lors des crises de 2011 et 2012. Ces banques ont permis aux ménages d'obtenir des vivres, grâce au crédit et à l'achat au comptant.

50. Les réalisations financières globales se chiffrent à 414 207 863 F CFA sur une prévision de 569 890 000 F CFA, soit un taux de réalisation de 69%.

51. Pour l'exercice 2012/2013, les évolutions enregistrées se traduisent par une augmentation du volume des stocks de céréales. Dans la région de Maradi, le stock est passé de 340 tonnes au démarrage à 371,47 tonnes actuellement. Les banques implantées dans la région de Tahoua disposent actuellement d'un stock de 225 tonnes, contre 201,6 tonnes au démarrage. Par ailleurs, la gestion des banques par les COGES composées exclusivement de femmes est transparente, mais le

niveau de maîtrise des outils de gestion reste faible, à cause de l'analphabétisme de la plupart des femmes concernées.

52. **Suivi des recommandations.** Sur les trois recommandations qui ont été formulées, deux ont été effectivement mises en œuvre et concernent: (i) la rédaction d'un carnet de procédures simples et facilement utilisable par les COGES pour gérer les opérations de vente à crédit et au comptant des céréales; et (ii) la définition d'une procédure de mobilisation des fonds placés sur le compte bancaire BCS (désignation des signataires, définition de leur mandat et mise en place de mécanismes de contrôle interne et externe). La troisième recommandation relative au transfert aux communes de la responsabilité de la supervision de la gestion des COGES n'a pas encore été mise en œuvre.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Transférer aux communes de la responsabilité de la supervision de la gestion des COGES dans le cadre d'ateliers organisés à cet effet	CRC/Communes Prestataires privés	Juin 2013

Composante 2: Renforcement des systèmes irrigués de production rizicole et soutien aux groupements féminins

Appui aux groupements féminins de la région de Tillabéry

53. Les six groupements d'élevage de Tillabéry, regroupent 523 femmes qui ont reçu l'appui pour la structuration, la reconnaissance, la formation, et les équipements (petit matériel d'élevage, bassines, fours, etc.). Lors de la revue à mi-parcours, la performance de la composante avait été jugée insatisfaisante.

54. En 2012 et 2013, le projet a procédé à l'acquisition de 7 moulins et à l'achat de 19 charrettes bovines et 19 bœufs remis aux groupements dans le cadre de l'appui au transport ainsi que 60 kits de matériel d'élevage. Il a été également procédé à l'acquisition d'une pirogue à moteur pour assurer la liaison avec les villages enclavés derrière le fleuve. Un stock de 250 tonnes de riz paddy a été remis aux groupements ainsi que 14 décortiqueuses. Des pannes ont été enregistrées au niveau des décortiqueuses et 3 mois après leur remise aux groupements. Les frais de réparation (170 500 F CFA) ont été payés par femmes membres du groupement sur la base de cotisation. A terme, si elle devenait récurrente, cette charge sera difficilement supportable par les groupements. Le contrat du prestataire FUCOPRI chargé d'assurer l'encadrement de proximité des groupements est arrivé à terme en novembre 2012 et n'a pas été renouvelé.

55. La construction des deux complexes magasins au niveau des localités de Sona et Kokomani est en cours avec un niveau moyen d'avancement de 35%. Le troisième complexe de Lossa a été implanté le 18 avril 2013 après des longs arbitrages entre les villages bénéficiaires pour la détermination du site. Les délais de construction sont de 4 mois et la réception provisoire est prévue dans la deuxième quinzaine de juillet. Le contrôle des travaux est assuré par la Direction Départementale du Génie Rural et les travaux des trois lots sont exécutés par la même entreprise.

56. En ce qui concerne la petite irrigation, le projet a réalisé et équipé environ 100 ha accompagnés d'intrants et de kits de produits phytosanitaires. 39 forages ont été exécutés et 58 GMP ont été livrés. Au niveau des cultures de décrue, 200 ha prévus ont été appuyés avec la fourniture de semences, pesticides et produits phytosanitaires au profit de 863 personnes dont 627 femmes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Veiller à ce que tous les chantiers en cours soient terminés dans les règles de l'art et dans les délais contractuels	CNC/CRC	immédiat
Livrer la décortiqueuse restante au groupement Alkaouli et procéder à la vérification de la fonctionnalité de décortiqueuse avec le fournisseur et examiner les aspects de garantie	CRC/RPM	7 mai
Mettre en place un dispositif de maintenance avec le meunier pour accompagner les groupements	DDGR/CRC	7 mai

Composante 3: Infrastructures rurales

57. Le taux d'exécution physique et financier de la composante 3 « Infrastructures » (7,42 millions USD dont 6,36 millions USD financés sur les ressources de l'OFID s'est nettement amélioré. Deux lots de pistes rurales sur 4 ont démarré et tous les contrats sont actuellement signés y compris ceux des ouvrages hydrauliques. Le prochain défi à relever est celui de livrer aux bénéficiaires des produits de qualité dans les délais convenus.

Pistes rurales

58. L'objectif révisé du volet pistes rurales est de 69,1 km repartis en 4 lots dans les deux régions dont un lot à Tahoua et 3 lots à Maradi. Le niveau d'avancement des travaux est indiqué ci-dessous.

REGION DE TAHOUA

59. **Lot 1: 19,4 km Kéhéhé-Boussaragué-Insafari.** Les travaux de construction de la route rurale dans la région de Tahoua ont démarré depuis le 18 février 2013 avec l'entreprise DKO sous le contrôle du Groupement de Bureaux d'ingénieurs conseils Arts et Génie/Cintech. Le montant du marché est de 694 523 925 F CFA et le délai d'exécution de 6 mois. La supervision est assurée par les Directions Régionales de l'Equipeement et du Génie Rural. L'emprise de la route est de 10,00 m et la largeur de la chaussée 6,00 m. Les travaux doivent s'achever le 18 septembre 2013. Au passage de la mission, et deux mois après le démarrage, l'avancement des travaux est estimé à 26%. La mission a pu constater un niveau de mobilisation satisfaisant de l'entreprise tant au niveau du personnel que du matériel. Les stocks de ciment et fers à béton annoncés sont acceptables. Par contre l'entreprise ne dispose pas d'une base vie à proprement parler.

60. Au passage de la mission, 5 équipes de tâcherons étaient mobilisées au niveau des ouvrages constitués notamment de seuils radiers et de radiers bétonnés. Le débroussaillage est évalué à 39%, le désensablement à 49% et les remblais provenant d'emprunt à 40%. L'entreprise et le contrôle ont décidé de donner la priorité à la construction des ouvrages de franchissement avant l'installation des grandes pluies.

61. L'entreprise a élaboré et soumis à la mission de contrôle pour validation, un dossier d'exécution entre le PK0+00 (Kéhéhé) et le PK20+125 (village Bourdi). **La mission estime que ce dossier est incomplet et doit être complété par le tronçon Bourdi-Insafari d'un linéaire d'environ 2,00 km qui est traversé par deux importants koris sur lesquels sont prévus depuis le DAO deux importants ouvrages qui permettront de désenclaver Insafari.**

62. Le dossier d'exécution partiel actuellement disponible ressort un écart de 2,725 km entre le linéaire fourni pendant la phase études et celui du dossier d'exécution. Cet écart peut s'expliquer par un abandon/écartement du premier tracé que le dossier d'études et les repères sur le terrain devront permettre de retrouver.

REGION DE MARADI

63. **Lot 1: Dan Djirgaou-Ourafane (22,9 km)** attribué à l'entreprise Morey pour un délai de 6 mois. Les travaux n'ont pas démarré suite à une erreur de l'administration sur la régularité de l'entreprise vis à vis de l'administration fiscale et douanière. Les clarifications sont faites et l'entreprise est sur le point de lancer les travaux.

64. **Lot 2: Ourafane-Gararé (18,1 km)** attribué à l'entreprise DAR-Es Salam pour un délai de 6 mois. Une avance de 30% est payée mais les travaux n'ont pas démarré. La remise des sites est terminée et le dossier d'exécution est soumis à la mission de contrôle pour approbation.

65. **Lot 3: Golom-Angoual Djimayé (8,7 km)** attribué à l'entreprise DKO pour un délai de 4 mois qui a perçu une avance de 30% et qui a démarré les travaux depuis le 18 février date de remise de l'ordre de service de démarrer les travaux. Au passage de la mission, 2 mois de délais sont consommés alors que l'avancement des travaux est estimé à moins de 10%. Le niveau de mobilisation de l'entreprise est satisfaisant; mais elle a démarré les travaux en l'absence de la mission de contrôle dont une partie du personnel ne s'est présenté que le 8 avril 2013.

66. Suite à une mission conjointe du Maître d'ouvrage délégué (PUSADER) de la Direction régionale de L'équipement, du groupement Art et Génie/Cinteh et de l'entreprise, la décision a été prise sur le chantier d'arrêter les travaux qui s'exécutaient sans le personnel d'encadrement compétent de l'entreprise et en l'absence du personnel de la mission de contrôle.

67. Dans sa recommandation R13, la mission de suivi de février 2013 demandait que le Bureau de contrôle confirme la disponibilité de son personnel et le mobilise assez rapidement. Cette recommandation n'a pas été mise en œuvre et explique les difficultés rencontrées actuellement sur le chantier. **La présente mission réitère cette recommandation.**

68. Face à ce constat de blocage et d'arrêt du chantier, la mission de supervision a organisé une réunion de coordination avec l'entreprise et le contrôle pour lever les incompréhensions et permettre la relance du chantier. A l'issue de la réunion sanctionnée par un Procès-verbal, **la mission de supervision a recommandé que le chantier soit relancé dans les meilleurs délais après la mobilisation complète du personnel contractuel de la mission de contrôle et de l'entreprise et que le dossier d'exécution soit achevé et validé par le PUSADER avant le 27 avril 2013.**

MOBILISATION DU BUREAU D'INGENIEURS CONSEILS

69. La mission de contrôle a mobilisé un ingénieur du génie rural chef de mission, un topographe et un laborantin. Cette équipe dispose d'un véhicule 4x4 pour sa mobilité. Deux mois après le lancement des travaux, la mission de contrôle n'a pas fourni son premier rapport.

70. Compte tenu du nombre important d'ouvrages de franchissement à construire, **la mission recommande la mobilisation dans les meilleurs délais d'un contrôleur spécialiste en ouvrages qui contrôlera les travaux sur les ouvrages afin que le chef de mission cumulativement à cette charge assure le contrôle des terrassements. En outre, les deux ingénieurs GR du Ruwanmu seront mobilisés de façon ponctuelle (une fois tous les 10 jours) pour renforcer la supervision des chantiers de pistes et ouvrages hydrauliques du PUSADER.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Compléter le dossier d'exécution sur tout le linéaire contractuel (Kéhéhé-Insafari)	DKO et ART et Génie/cintech	Mai
Adresser une correspondance de rappel au groupement Art et Génie/Cintech afin que tout le personnel contractuel soit mobilisé dans les 15 jours en priorité le spécialiste en ouvrages	CNC	Mai
Compléter la mise en œuvre des recommandations de la mission de suivi de février 2013 notamment celles relatives à la désignation du personnel de l'entreprise et du contrôle affecté sur les chantiers en œuvre	CNC/DKO/ART GENIE	Mai
Renforcer la supervision des chantiers par le recrutement de deux ingénieurs routiers (un par région)	ART et Génie	Mai
Mobiliser les deux ingénieurs GR du Ruwanmu de façon ponctuelle (une fois tous les 10 jours) pour renforcer la supervision des chantiers de pistes et ouvrages hydrauliques du PUSADER	CNC	Immédiat et continu
Produire les rapports d'activités indiquant le niveau d'exécution physique et financier des contrats des entreprises	ART et Génie	Mai et à la fin de chaque mois
Mettre en place, former et équiper, les comités villageois de gestion et d'entretien des routes rurales sur les 4 tronçons avec l'appui conseils de la Direction de l'Assistance Technique des communautés au niveau de la DGRR	CNC/CRC/DGRR	Mai

Ouvrages hydrauliques

REGION DE TAHOUA

71. Dans la région de Tahoua, le programme des ouvrages hydrauliques prévoit la construction de 18 puits cimentés et de 2 forages équipés de pompes à motricité humaine. Tous les contrats sont signés, la remise des sites a eu lieu les 6 et 7 avril en présence du représentant de la DR de Hydraulique. Les travaux ont démarré sur les lots 1 et 2 totalisant 9 puits pour un délai contractuel de 8 mois. Les taux de réalisation sont respectivement de 6,2% pour le lot 1 et 5,8% pour le lot 2. La réception provisoire est prévue dans 10 mois y compris un éventuel arrêt des travaux pendant la période des grandes pluies. Pour les deux forages on attend la remise des sites.

REGION DE MARADI

72. Dans la région de Maradi, 29 forages sont prévus. La remise des sites est en cours au niveau des communautés villageoises. Les entreprises mobilisent leurs ateliers pour la visite de conformité et en attendant le paiement de l'avance de démarrage. Pour les puits, 27 sont prévus et la remise des sites est en cours avec la participation du représentant de la direction régionale de l'hydraulique. La réception est également prévue dans 10 mois (février 2014 pour les puits et décembre 2013) pour les forages y compris les éventuels arrêts de chantiers.

73. La présente mission de supervision n'a pas visité les chantiers en démarrage des ouvrages hydrauliques et s'est seulement entretenue avec l'ingénieur hydraulicien du Bureau Art et Génie qui était membre du groupe infrastructures.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Demander au Bureau de contrôle Art et Génie de fournir la liste des contrôleurs de site et superviseurs des chantiers	CNC	Mai
Organiser une mission de supervision des chantiers hydrauliques	CNC/CRC	Mai
Faire parvenir au PUSADER les rapports d'installation	Art et Génie	Mai

Composante 4: Gestion, coordination et suivi et évaluation du projet

74. **La mission estime que la gestion et coordination du projet est satisfaisante.** Les PTBA annuels sont établis dans les délais requis; les DRF sont régulières et payées sans rejet, les états financiers sont élaborés dès la fin de l'année et les audits sont effectués bien avant les dates butoir.

Ciblage et Suivi-évaluation

75. **Ciblage.** Le ciblage géographique a pris en compte le profil de pauvreté et/ou de vulnérabilité des communes, en particulier leur situation en matière de sécurité alimentaire (déficit de production selon les statistiques du SAP et de l'INS). Le ciblage social a permis d'orienter les appuis vers les ménages les plus vulnérables et surtout vers les femmes et les jeunes au sein de la zone d'intervention. La stratégie de ciblage a combiné deux approches: (i) l'approche participative et inclusive pour sélectionner 20% des bénéficiaires; et (ii) l'approche plus classique d'établissement d'une liste de bénéficiaires par les prestataires de services pour désigner les 80% restants. En fonction de la nature des activités proposées, trois groupes socioprofessionnels sont ciblés:

- a) les ménages agricoles et agro-pastoraux vulnérables aux chocs externes entraînant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique ou récurrente;
- b) les ménages pastoraux vulnérables à la décapitalisation du bétail et à l'insécurité alimentaire;
- c) les ménages de producteurs rizicoles disposant d'une marge d'accroissement de leur production et de renforcement de leur contribution à la sécurité alimentaire.

76. L'utilisation par le projet de l'approche de l'auto-ciblage participatif développée par le PPILDA a constitué un facteur important d'efficacité. Cet outil méthodologique permet de fournir des services correspondant aux priorités, ressources et capacités d'intervention des groupes vulnérables. La démarche s'appuie sur l'identification en assemblée villageoise des types d'activités présentant un intérêt limité pour les ménages aisés, tout en étant susceptibles d'apporter aux ménages vulnérables une plus-value en termes d'amélioration de leurs conditions de vie et de leurs revenus. Le choix des bénéficiaires est effectué par les villageois eux-mêmes, avec l'appui du projet, sur la base d'un classement des ménages par catégorie en fonction de leur degré de vulnérabilité. Cette catégorisation sert de situation de référence pour le suivi des effets et impacts de l'intervention du projet.

77. Le manuel d'exécution du PUSADER met l'accent sur la nécessité de privilégier les femmes et les jeunes dans la stratégie d'intervention du projet, à travers la définition d'un quota de participation de ces catégories sociales aux activités du projet (au moins 30% de femmes et 30% de jeunes).

78. **Suivi-évaluation.** En ce qui concerne le suivi-évaluation, les principales activités réalisées ont porté sur:

- le suivi et le contrôle de qualité des activités menées dans les domaines de la promotion de petite irrigation et des cultures de décrue, de l'appui aux banques céréalières, de la conduite des activités de CES/DRES et de la multiplication des semences, etc.);
- la conduite de mission de suivi des activités impliquant l'équipe du PUSADER, les services techniques déconcentrés et les communes;
- la collecte, le traitement, l'analyse et l'interprétation des données permettant d'élaborer les rapports consacrés à l'état d'avancement des activités;

79. La contribution des membres de l'équipe chargée du suivi-évaluation du PUSADER à l'animation du groupe thématique dédié au suivi-évaluation et à la gestion des connaissances qui a été mis en place dans le cadre du futur Programme FIDA.

80. **Suivi des recommandations.** Sur les quatre recommandations qui ont été formulées par la mission de revue à mi-parcours (septembre/octobre 2012), deux ont été effectivement mises en œuvre et concernent: (i) la sensibilisation des communes afin que les PDC prennent en compte les activités du PUSADER et que des appuis futurs soient prévus dans les PIA; et (ii) la vérification par le MAG/DGGR du respect des délais et de l'application des mesures convenues dans la feuille réactualisée portant sur la petite irrigation, les pistes rurales et l'hydraulique. Une recommandation est en cours d'exécution et porte sur l'implication des communes dans les activités de renforcement des capacités des COGES qui sont exécutées par les CRC et leurs partenaires. Une recommandation n'a pas encore été mise en œuvre et porte sur la réalisation de l'enquête portant sur la résilience des ménages bénéficiaires des appuis du PUSADER.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser une étude sur l'efficacité des dispositifs d'appui en termes de renforcement du patrimoine productif et de capacités de résilience des ménages bénéficiaires des appuis du PUSADER (reconstitution du cheptel et petite irrigation)	CNC/CRC	Décembre 2013
Réaliser une enquête sur le profil de vulnérabilité des acteurs impliqués dans les travaux HIMO et sur l'utilisation des revenus monétaires procurés par cette activité	CNC/CRC	Décembre 2013
Exploiter les données issues du suivi des activités qui sont financées par le PUSADER en vue d'élaborer des fiches pouvant permettre aux bénéficiaires d'améliorer les systèmes de gestion et les résultats obtenus	CNC/CRC	Septembre 2013

D. Etat d'avancement de l'exécution du projet

81. L'exécution globale du projet est à ce jour de 72%, détaillée comme suit par composante: 104% pour la Composante 1 (Restauration des actifs productifs des ménages ruraux); 37% pour la Composante 2 (Renforcement des systèmes de production de riz irrigué), 20% pour la Composante 3 (Infrastructures de soutien au développement rural) et 104% pour la Composante 4 (Coordination, gestion et suivi évaluation du projet).

82. Le PUSADER a été exécuté avec performance, sur le plan des décaissements sur le financement FIDA. En effet, étant prévu pour une période de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de février 2011, ce financement a été exécuté sur deux ans: 97% de décaissements au 5 avril 2013 avec la DRF No. 27. Ce taux atteindra 100% en tenant compte de la DRF No. 28 en cours de préparation.

83. Le décaissement sur les fonds OFID ayant démarré neuf mois plus tard que ceux du FIDA, le taux est à 25% au 5 avril; il sera à 42% avec les DRF déjà envoyées et en attente de paiement. Le financement OFID concerne essentiellement les infrastructures rurales qui sont en cours d'exécution, tous les contrats ayant été signés à ce jour.

E. Aspects fiduciaires

84. **Gestion financière.** La gestion financière est **très satisfaisante**. Les règles fiduciaires ont été bien respectées dans l'ensemble. A ce stade de dernière phase du programme, le personnel fiduciaire a identifié des points d'amélioration suite aux leçons apprises pendant les deux années d'exécution du PUSADER et correspondant en partie aux faiblesses relevées dans les différents rapports de supervision. **Ces éléments devront être capitalisés pour la mise en œuvre du Ruwanmu pour une meilleure efficience dans la gestion des coûts et une meilleure gestion des risques en termes de sécurisation des actifs:** i) meilleure gestion des frais de mission et du carburant avec des achats groupés et des paiements directs aux hôtels, pour éviter le transport en espèces de fonds excédant un seuil à fixer dans le manuel des procédures; ii) réduction des délais de justification des avances par les partenaires techniques en appliquant la procédure de 80% de paiement des per diem du chef de mission ou responsable de l'atelier et 20% après justification de l'avance; iii) réduction des sommes payées à des personnes physiques représentant les services techniques en payant directement les sommes dues aux fournisseurs (hôtels ou autres prestataires), ainsi qu'aux différents intervenants pour les honoraires et per diem. Cependant, l'ordre de payer sera émis par le signataire de la convention.

85. **Pour le Ruwanmu, le projet devra également procéder à une plus grande harmonisation générale des procédures de gestion des frais de mission et ateliers avec le PASADEM.**

86. Le poste du comptable du PUSADER sera vacant suite au transfert du personnel de l'Unité des services financiers vers le projet *Ruwanmu*. **La mission recommande de pourvoir ce poste dans les meilleurs délais.**

87. **Décaissements.** Au 31/03/2013, le taux de décaissement cumulé sur le financement du FIDA (prêt et don) est de 97% à 9 mois d'achèvement du projet, le premier décaissement ayant eu lieu en avril 2011. Les décaissements sur le fonds OFID qui ont démarré en janvier 2012 ont atteint un taux de 25%. Ce taux passera à 42% avec le paiement des DRF envoyées le 19 avril. Le rythme de décaissement est **très satisfaisant**.

88. **Exécution cumulée par catégorie de dépenses.** Au 31 mars 2013, les taux cumulés se présentent comme suit: catégorie 1 Travaux 28% (OFID); catégorie 2 Biens 103%; catégorie 3 Micros Projets 97%; catégorie 4 Formation 63%; catégorie 5 Services de Consultants 123% et catégorie 6 Salaires et coûts de fonctionnement 94%.

89. **Financement de contrepartie.** Le financement de ce Programme d'Urgence ne prévoit pas de fonds de contrepartie autres que les taxes sur les dépenses couvertes par le financement OFID, notamment ceux portant les marchés d'infrastructures rurales. La mission note avec satisfaction que le projet a obtenu la signature et l'enregistrement de ces marchés en hors taxes par le Ministère des Finances.

90. **Exécution du PTBA 2012.** Le taux d'exécution du PTBA a été de 92%. Le taux de réalisation du PTBA 2012 est **satisfaisant**.

91. **Exécution du PTBA 2013.** Le taux d'exécution (décaissement effectifs) du PTBA 2013 est de 31% à la date du 31/03/13. Cependant, étant donné que tous les contrats de l'année 2013 ont été signés, les montants engagés contractuellement portent ce taux à 82%. Le taux d'exécution du PTBA 2013 est **satisfaisant**.

92. **Situation et analyse de la trésorerie.** Le taux de 40% de recouvrement de l'avance au Compte Désigné (CD) du FIDA, qui avait été recommandé lors de la mission de suivi en février dernier, a été mis en œuvre sur chacune des trois dernières DRF. La situation de la trésorerie au 31 mars est ainsi de 25% du montant de l'avance au CD. Sur les fonds FIDA, le sous-compte d'opérations de la CRC de Tahoua été clôturé, celui de Maradi sera clôturé d'ici juin prochain. Les fonds OFID sont décaissés à partir de la CNC à Niamey. La gestion de la trésorerie est **très satisfaisante**.

93. **Vérification des États certifiés de dépenses (ECD).** Les conclusions de la vérification des pièces justificatives des dépenses éligibles sous ECD sont **satisfaisantes**.

94. **Etats financiers 2012.** Les états financiers 2012 ont été élaborés conformément aux directives du FIDA.

95. **Audit.** L'audit des comptes de l'exercice 2012 a démarré le 25 avril dernier. Le rapport final devrait être disponible à la fin du mois de mai.

96. **Dispositions de l'accord de financement.** Toutes les dispositions de l'accord de financement sont respectées.

97. **Passation des marchés.** Tous les marchés qui étaient en attente ont été à présent passés et les contrats signés: il s'agit notamment des contrats pour les infrastructures rurales. Le registre de suivi des marchés est joint au rapport de supervision.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder au recrutement du comptable dans les meilleurs délais	Coordonnateur National	Immédiat
Capitaliser les leçons apprises pendant l'exécution du PUSADER pour la mise en œuvre du projet <i>Ruwanmu</i> pour assurer une meilleure efficacité dans la gestion des coûts et une meilleure gestion des risques en termes de sécurisation des actifs	RAF	Mai-Juin 2013
Harmoniser les procédures de gestion des frais de mission et ateliers avec le PASADEM	RAF	Mai-Juin 2013

F. Durabilité

98. La mission estime que la problématique de la pérennisation des actions menées dans le cadre du PUSADER doit être analysée en lien avec les orientations et la stratégie d'intervention du PPI/*Ruwanmu*. Pour permettre à ce projet de prendre le relais dans les meilleures conditions possibles, **les efforts devront être focalisés sur le renforcement des capacités des structures de gestion des actions en cours.**

99. **Modèle semences.** Une bonne dynamique semble avoir été créée avec ce modèle de production de semences améliorées sur la base de multiplicateurs groupés ou individuels locaux. La qualité des semences est jugée très satisfaisante par les services techniques (DRA), l'IRAN comme par les bénéficiaires. Néanmoins, la majorité des multiplicateurs demeurent entièrement dépendants des commandes des projets de la zone depuis longtemps, la FAO en particulier. On note dans l'ensemble un défaut de professionnalisation des multiplicateurs qui se manifeste sous différentes formes: pas de labellisation, absence de marketing pour la recherche de nouvelles parts de marchés et la diversification des débouchés, packaging sommaire, etc. Les multiplicateurs groupés présentent généralement un défaut de gestion, le modèle entrepreneurial requis semblant davantage adapté aux individuels. **La mission recommande une sensibilisation des multiplicateurs sur ces aspects de professionnalisation.**

100. **Espaces pastoraux.** La durabilité de cette activité dépend de l'implication de la commune dans le paiement des salaires des gardiens d'une part et dans le bon fonctionnement du COGES pour la gestion et mise en valeur du site d'autre part à travers la mise en œuvre du plan de gestion des ressources établis en 2012. Les capacités de ces groupes et les enjeux autour de sites fournissant du fourrage attirant des acteurs multiples sont un défi pour la gestion durable des terres récupérées. Il faut notamment assurer des prélèvements raisonnables et le remplacement régulier de plants morts, une dynamique qui n'est pas évidente à mettre en place sur la durée après une intervention limitée (un ou deux ans).

101. **Petite irrigation et infrastructures.** Les aspects de durabilité au niveau de la petite irrigation et des infrastructures sont pris en compte avec la mise en place des COGES et des CVGER et les Associations des usagers de l'eau. Cependant ces efforts doivent être poursuivis pendant la phase *Ruwanmu* qui s'inscrit dans une logique de gestion durable des ressources et des équipements collectifs à mettre à la disposition des bénéficiaires. L'implication des services techniques des Ministères constitue un point de départ auquel s'ajouteront les efforts des communautés organisées sur la base des documents de politique sectorielle et réglementaires.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Focaliser les efforts le renforcement des capacités des structures de gestion des actions en cours.	CNC/CRC	Phase d'achèvement
Sensibilisation des multiplicateurs sur ces aspects de professionnalisation.	CNC	Phase d'achèvement

G. Autres aspects

102. **Contribution au COSOP.** Un nouveau COSOP couvrant la période 2013-2018 a été approuvé en 2012 pour le Niger. Son cadre de gestion des résultats comprend plusieurs indicateurs de suivi et d'impact pour lesquels des objectifs ont été fixés, notamment quantitatifs, sur la base des contributions prévues des différents projets du FIDA mis en œuvre sur cette période. La contribution du PUSADER pour certains de ces indicateurs a été incluse pour la période 2013 et doit donc être renseignée à cet égard pour faciliter le suivi annuel de la mise en œuvre du COSOP. Il s'agit en particulier de renseigner sur l'impact au niveau de: (i) l'augmentation des revenus des ménages; et (ii) l'amélioration de la sécurité alimentaire. Dans le cadre de la préparation de l'achèvement en 2014, l'équipe de Suivi-Evaluation pourra conduire des études précises sur ces aspects pour deux ou trois activités principales, par exemple l'impact des banques de soudure, la recapitalisation ou la distribution de semences. Il s'agit également de comparer l'efficacité et l'efficience des mesures d'urgence. **La mission recommande que l'équipe de suivi-évaluation anticipe l'achèvement à travers des études approfondies et de qualité sur ces thématiques** (revenus et sécurité alimentaire) pour quelques activités principales.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etudes thématiques d'impact sur la sécurité alimentaire et les revenus des ménages	CNC/CRC	Phase d'achèvement

H. Conclusions

103. A travers les activités de multiplication et diffusion des semences, la petite irrigation et les cultures de décrue, la reconstitution du cheptel, l'aménagement des espaces pastoraux, la récupération des terres dégradées, et la banques céréalières de soudure, le PUSADER a contribué significativement à la réalisation de son objectif global qui est de réduire les effets de la crise alimentaire issue du déficit agricole et fourrager de la campagne 2009/2010.

104. Les effets et impacts du projet identifiés à travers les témoignages recueillis sur terrain portent principalement sur: i) l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition; ii) la sécurisation foncière des parcelles aménagées; iii) l'amélioration de la productivité agricole; iv) le renforcement des capacités de résilience des ménages vulnérables; v) l'établissement d'un dispositif efficace d'approvisionnement en intrants agricoles; vi) la création des conditions pour une meilleure valorisation des opportunités de marché; vii) l'amélioration de l'accessibilité des groupes cibles aux banques de céréales; et viii) le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. Ceci devra toutefois être confirmé par une étude globale d'évaluation des effets et impacts du projet qui sera réalisée dans le cadre de l'achèvement du PUSADER.

105. Les défis majeurs qui devront être pris en compte par le *Ruwanmu* pour pérenniser les acquis du PUSADER concernent: i) le renforcement des structures de gestion des sites maraîchers; ii) la consolidation des capacités organisationnelles des femmes bénéficiaires de l'opération de reconstitution du cheptel; iii) la professionnalisation de la gestion des dispositif d'accès aux intrants alimentaires (banques de céréales et d'aliments du bétail); iv) le développement du partenariat avec les communes; v) la poursuite de l'accompagnement des producteurs agricoles par des prestataires privés; et vi) la prise en compte des défis environnementaux.

106. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1591	No. du prêt/don DSF	821
Projet	Programme d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural			Prêt/don DSF suppl.	8068
Date de mise à jour	30/04/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	15 au 30 avril 2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	08/02/2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/12/2010			Coût total	35.71	
Accord	07/02/2011	Délai d'entrée en vigueur	1.8	FIDA Total	13.00	
Entrée en vigueur	07/02/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	6.50	96.53
Premier décaissement				Don DSF	6.50	96.53
Examen à mi-parcours	05/10/2012	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale		Dernier audit	07/05/2012	Financement national total	1.35	
Achèvement	31/03/2014			Gouvernement (National)	1.35	0
Clôture initiale				Cofinancement total externes	21.36	
Clôture	30/09/2014			OFID	6.36	24.85
Nbre de prolongations	0					

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	6	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	5
			8. Prise en compte du climat et environnement	N/A	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Rest.capital prod.mén.rur. en inséc. Alimentaire	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Renf. syst. irri. prod. riz sout. group. Féminins	3	3	2. Autonomisation	4	4

3. Infrastructures rurales	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Gestion, coord. et suivi/évaluation	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

B.1 : La gestion financière est satisfaisante. L'audit des comptes de l'exercice 2012 est en cours et le rapport sera transmis dans les délais requis (avant le 30/06/2013). Le recouvrement de l'avance au compte désigné a démarré. Les procédures de passation des marchés sont satisfaisantes. La note sur la contrepartie et la passation des marchés est passée de 4 à 5 en raison de: i) l'amélioration du dispositif de passation des marchés; ii) pour la contrepartie, le projet a obtenu l'enregistrement en hors taxes des contrats pour les infrastructures rurales financées sur les fonds OFID.

B.2 : Compte tenu du caractère d'urgence du projet qui impose de livrer les produits aux bénéficiaires en insécurité alimentaire, il n'a pas été mis en place un système de suivi-évaluation (SSE) complet comportant tous les types d'indicateurs (résultats, effets, impacts). Faute d'une situation de référence établie au départ, et permettant de mesurer la progression des indicateurs, l'équipe a adopté la méthode basée sur le rappel de mémoire des bénéficiaires pour évaluer certains indicateurs, en particulier le taux d'accumulation des biens et de couverture des besoins alimentaires. La note 4 sur l'exécution du S/E est donc maintenue du fait qu'il n'y a pas eu de progrès significatifs depuis la dernière évaluation. L'option du projet est d'orienter au moins 20% de ses investissements vers les vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes sélectionnés sur la base de la stratégie de ciblage développée par PPILDA. Dans les faits, les femmes bénéficiaires représentent plus de 40% de l'ensemble des bénéficiaires pour la plupart des activités appuyées par le projet (distribution de semences, reconstitution du cheptel, banques de céréales, etc.). Ceci justifie le passage de la note sur la prise en compte de l'équité homme-femme de 4 à 5. La lutte contre la pauvreté est effective: la production maraîchère issue de la petite irrigation permet de dégager des revenus importants destinés principalement à l'achat des céréales en vue d'assurer la sécurité alimentaire des ménages. La note 5 a été maintenue pour cette thématique. L'une des principales innovations réside dans le choix d'interventions qui permettent d'améliorer la sécurité alimentaire à court terme à travers les banques de céréales tout en renforçant le patrimoine productif à moyen et long terme (petite irrigation et reconstitution du cheptel). Les leçons apprises pour la petite irrigation incluent la valorisation du savoir-faire local, le choix de meilleures technologies, la sécurisation foncière, etc. qui ont été reprises dans la formulation du *Ruwanmu*. Ceci justifie le passage de la note sur l'innovation et les leçons apprises de 4 à 5. La dernière évaluation n'avait pas pris en compte le climat et environnement. La prise en compte de l'environnement par le projet est effective notamment à travers les activités de récupération des terres. De plus, la mise en place des infrastructures routières et hydrauliques prend en compte la dimension environnementale. Par ailleurs, les défis dans la gestion de l'eau sont pris en compte dans le *Ruwanmu*. Une note 4 a été ainsi attribuée aux aspects relatifs au climat et environnement.

B.3 : Les objectifs de la première composante 1 (restauration du capital productif) sont atteints pratiquement à 100%, ce qui justifie le maintien de la note 5. Cette composante est financée sur fonds FIDA qui sont également décaissés à près de 100%. La note 3 a été maintenue pour la composante 2 qui n'a pas enregistré de progrès significatifs depuis la dernière évaluation. En particulier, les GF de Tillabéry ne sont pas performants. De même, la note 4 pour les infrastructures a été maintenue pour les raisons suivantes: i) les infrastructures ont démarré sur plusieurs lots; et ii) le défi du projet est d'assurer le suivi et contrôle des travaux pour livrer les produits de qualité. La coordination & gestion du projet est satisfaisante (note 4 maintenue). C'est le S/E qui requiert plus d'efforts du projet à moins d'une année de l'achèvement du PUSADER.

B.4 : D'une manière générale, les notes sur les aspects de durabilité ne changent pas par rapport à la dernière évaluation. En ce qui concerne le renforcement des institutions, la faiblesse de la mise en réseau des structures de gestion limite les possibilités de prise en charge collective de certains besoins (approvisionnement en intrants et commercialisation). La stratégie de désengagement est prise en compte dans la formulation de *Ruwanmu* qui consolidera ce qui a été fait par le PUSADER.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	N/A	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'avancement global de l'exécution du projet est satisfaisant. Le financement FIDA a été exécuté à près de 100% sur deux années au lieu des trois prévues, ce qui est une bonne performance sur le plan des décaissements. Le développement de la petite irrigation permet aux ménages de garantir un revenu indépendant des aléas climatiques moyennant la maîtrise de l'eau au niveau des parcelles. On note également une conscience accrue autour de la gestion de l'eau par tous les acteurs sur laquelle s'inspire le *Ruwanmu*.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les capacités de résilience des ménages vulnérables ont été renforcées à travers les activités de restauration du capital productif des ménages vulnérables couplées avec les infrastructures dont la mise en place est en cours. Ceci a permis de poser les jalons pour atteindre les objectifs de développement du PUSADER.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
---	--	--

Aspects fiduciaires	Risques minimales en raison d'une gestion financière satisfaisante.
Avancement de l'exécution du projet	La bonne exécution des activités restantes est sujette au bon suivi par la CNC/CRC, et à la qualité des entreprises.
Produits et réalisations	Certains travaux sur les pistes viennent à peine de démarrer. Il y a un risque de ne pas les terminer avant l'achèvement du projet si la feuille de route proposée n'est pas scrupuleusement respectée.
Durabilité	L'absence de dispositif d'accompagnement de structures de gestion risque de conduire au blocage de la chaîne de solidarité pour la reconstitution du cheptel. L'érosion des fonds de roulement au fur et à mesure que les réapprovisionnements sont faits risquent de conduire à l'échec des banques céréalières. Les risques liés à la petite irrigation sont minimisés par <i>Ruwanmu</i> qui prendra en charge ce volet dans les régions de Maradi et Tahoua.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Dans le cadre de la mise en œuvre du <i>Ruwanmu</i> , réduire le taux d'échecs constatés dans la mise en place des puits maraîchers	Tenir compte du savoir-faire traditionnel existant dans les bassins de production et l'intégrer autant que possible dans les solutions à proposer	Phase d'exécution <i>Ruwanmu</i>	En cours
Assurer la durabilité des investissements réalisés	Renforcer les capacités des structures de gestion de ces investissements	Phase d'achèvement PUSADER	En cours
Terminer les travaux sur les pistes et les ouvrages hydrauliques avant la date d'achèvement	Assurer un suivi rigoureux de la feuille de route proposée pour la réalisation des infrastructures	Phase d'achèvement PUSADER	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Améliorer la sécurité alimentaire et les capacités de résilience des populations face aux crises alimentaires.	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté* % de ménages bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire (taux de couverture de la période de soudure, durée des stocks céréaliers en mois)* 	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'évaluation à mi-parcours et rapport d'évaluation finale 	Bonnes campagnes agricoles (H) Sécheresses récurrentes (R) entraînant la de capitalisation Les stocks des BCS sont bien gérés (H) Erosion des stocks des BCS
Objectif de développement du Projet/Programme: Atténuer les effets de la crise alimentaire et pastorale de 2009-2010 qui a affecté crucialement les populations du Niger, en général et des régions de Tahoua, Tillabéry et Maradi, en particulier			
Effet 1: Les biens productifs des ménages en situation d'insécurité alimentaire sont restaurés durablement	<ul style="list-style-type: none"> % de ménages faisant état d'une augmentation de leur rendement/production* % de ménages faisant état de l'augmentation de leur cheptel* 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation finale Rapport d'évaluation finale 	Bonnes campagnes agricoles (H) Sécheresses récurrentes (R) Conditions zootechniques et sanitaire favorables (H) Faible taux de reproduction ou forte mortalité des animaux (R).
Produits:			
1.1 La production agricole de décrue et de contre-saison à travers la petite irrigation est augmentée (FIDA)	Production additionnelle en décrue (mil, sorgho, niébé) et en contre-saison (T équivalent céréales) Superficie mise en valeur en petite irrigation (ha)	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des GSC 	Epandage abondant et régulier (H) Faible ou pas d'épandage (R) Ouvrages réalisées à temps (H) Retard dans la fourniture des ouvrages de captage (R)
1.2 Le capital bétail des ménages vulnérables est reconstitué et les réserves fourragères assurées dans les espaces pastoraux (GFRP, FIDA)	<ul style="list-style-type: none"> % de petits ruminants distribués et nb de bénéficiaires % de Banques d'aliments bétail et de COGES fonctionnelles après 3 ans* 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport annuels et notes d'information Rapport d'achèvement 	Conditions zootechniques et sanitaire favorables (H) Faible taux de reproduction ou forte mortalité des animaux (R)
1.3 Les dispositifs villageois de prévention et de gestion des crises alimentaires sont renforcés (GFRP, FIDA, FBSA)	<ul style="list-style-type: none"> % de banques de soudure et de CGBS fonctionnelles après 3 ans* 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'achèvement 	Les stocks des BCS sont bien gérés (H) Erosion des stocks des BCS
1.4 Les terres dégradées à vocation sylvo pastorale sont récupérées en faveur des communautés villageoises et les revenus des ménages vulnérables augmentent en temps de soudure	<ul style="list-style-type: none"> % de ménages ne vendant plus leur force de travail en période de semis Hectares de terres récupérées % de ménages vulnérables bénéficiant des travaux HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports annuels Notes d'information et les présentations 	Utilisation rationnelle des revenus Consistance des revenus à gagner (H) Utilisation inappropriée de l'argent du CFW ou insuffisance du montant (R)
Effet 2: Les systèmes de production rizicole des périmètres irrigués sont Renforcés	Superficie mise en valeur en petite irrigation (ha)	<ul style="list-style-type: none"> Rapports annuels PUSADER 	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Produits: 2.1 Les capacités productives des aménagements hydro agricoles dégradés sont restaurées de façon pérenne 2.2 Des variétés performantes de riz sont diffusées 2.3. Les groupements de femmes des villages autour de périmètres irrigués (FIDA) sont renforcés	<ul style="list-style-type: none"> Superficie des AHA réhabilités et mis en valeur (ha) % de riziculteurs exploitants les AHA aménagés % des coopératives assurant une gestion efficiente et efficace des AHA Quantité de semences améliorées de riz diffusées <ul style="list-style-type: none"> % d'adoption des semences diffusées <ul style="list-style-type: none"> Superficies aménagées pour la production maraîchère et nb de groupements féminins touchés Revenus produits par les activités maraîchères appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports annuels Rapport annuel 2013 Rapport annuel 2013 Rapport de distribution (SE/Tillabéry) Rapports annuels Rapport d'achèvement 	
Effet 3: Fournir des infrastructures rurales facilitant l'accès à l'eau, aux marchés et aux pâturages	<ul style="list-style-type: none"> % de ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées* % de villages ou zones de production désenclavées 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport annuel 2013 Rapport annuel 2013 	Axes routiers bien entretenus (H) Dégradation des axes routiers par manque d'entretien (R)
Produits: 3.1 Les zones de production sont désenclavées (FIDA, OFID) 3.2 La satisfaction des besoins en eau potable de la population et du cheptel est augmentée	<ul style="list-style-type: none"> Km linéaires de pistes rurales aménagés, entretenus et fonctionnels après 3 ans % de points d'eau villageois et pastoraux fonctionnels après 3 ans* Taux de satisfaction des besoins en eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport annuel 3 et rapport achèvement Rapport annuel 3 et rapport achèvement 	Brigades bien formées (Axes routiers bien entretenus (H) Dégradation des axes routiers par manque d'entretien (R) Les ouvrages sont bien productifs et bien entretenus (H) Faibles productivités des ouvrages et manque d'entretien
Effet 4: La Coordination et gestion du Projet sont bien		<ul style="list-style-type: none"> Rapports annuels 	
Produits: 4.1 La gestion et la coordination du programme assurent une mise en œuvre et un suivi optimaux des activités de terrain	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports de gestion financière (rapports financiers non audités et rapports d'audit) sont élaborés et diffusés à temps % d'exécution physique et financière des PTBA annuels Taux de décaissement satisfaisant par source de financement et par composante 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports Bilan - annuels 	L'équipe du projet est compétente et motivée (H) Equipe peu ou pas motivée (R) .

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Mieux connaître les droits fonciers des bénéficiaires potentiels des appuis en matière de promotion de la petite irrigation	Phase d'exécution	<i>Ruwanmu/PASADEM</i>	
	Appuyer la mise en œuvre de démarches permettant de garantir la diversification de l'offre d'alphabétisation et la prise en compte des besoins des groupes sociaux défavorisés bénéficiaires des appuis des projets FIDA (femmes, jeunes déscolarisés, petits producteurs agricoles, etc.)	Phase d'exécution	<i>Ruwanmu/PASADEM</i>	
Produits				
Production et distribution des semences améliorées	Sensibiliser les multiplicateurs sur les aspects de professionnalisation	Décembre 2013	ADL/CRC	
Petite irrigation et cultures de décrue	Retenir que la technologie du réseau californien, du <i>Ruwanmu</i> , n'exclue pas systématiquement les autres technologies et que la solution proposée devra être adaptée au contexte des sites	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>	CNC/CRC <i>Ruwanmu</i>	
	Tenir compte du savoir-faire traditionnel existant dans les bassins de production et l'intégrer au tant que possible dans les solutions à proposer	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>	CNC /CRC <i>Ruwanmu</i>	
	Corriger les erreurs de ciblage constatées pendant le PUSADER en intégrant les dimensions foncières techniques et de financement de la petite irrigation avec le <i>Ruwanmu</i>	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>	Prestataire ciblage et CRC	
	Etablir les nouveaux contrats avec les prestataires et partenaires du <i>Ruwanmu</i> sur les résultats (performance) et non sur le temps passé	Immédiat avec le <i>Ruwanmu</i>	CNC et CRC	
Reconstitution du cheptel	Renforcer les capacités des structures de gestion des opérations de reconstitution du cheptel en vue de favoriser la mise en place de fonds garantie et de sécuriser le fonctionnement de la chaîne de solidarité	Septembre 2013	CRC/prestataires privés	
Récupération des terres à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO)	Sensibiliser les COGES et les communes pour la prise en charge du salaire des gardiens	Continu - Décembre 2013	CRC	
Création et gestion des banques céréalières de soudure (BCS)	Transférer aux communes de la responsabilité de la supervision de la gestion des COGES dans le cadre d'ateliers organisés à cet effet	Juin 2013	CRC/Communes Prestataires privés	
Appui aux groupements	Veiller à ce que tous les chantiers en cours soient terminés	Immédiat	CNC/CRC	

féminins de la région de Tillabéry	dans les règles de l'art et dans les délais contractuels			
	Livrer la décortiqueuse restante au groupement Alkaouli et procéder à la vérification de la fonctionnalité de décortiqueuse avec le fournisseur et examiner les aspects de garantie	Mai 2013	CRC/RPM	
	Mettre en place un dispositif de maintenance avec le meunier pour accompagner les groupements	Mai 2013	DDGR/CRC	
Pistes rurales	Compléter le dossier d'exécution sur tout le linéaire contractuel (Kéhéhé-Insafari)	Mai	DKO et ART et Génie/Cintech	
	Adresser une correspondance de rappel au groupement Art et Génie/Cintech afin que tout le personnel contractuel soit mobilisé dans les 15 jours en priorité le spécialiste en ouvrages	Mai	CNC	
	Compléter la mise en œuvre des recommandations de la mission de suivi de février 2013 notamment celles relatives à la désignation du personnel de l'entreprise et du contrôle affecté sur les chantiers en œuvre	Mai	CNC/DKO/ART GENIE	
	Renforcer la supervision des chantiers par le recrutement de deux ingénieurs routiers (un par région)	Mai	ART et Génie	
	Mobiliser les deux ingénieurs GR du <i>Ruwanmu</i> de façon ponctuelle (une fois tous les 10 jours) pour renforcer la supervision des chantiers de pistes et ouvrages hydrauliques du PUSADER	Immédiat et continu	CNC	
	Produire les rapports d'activités indiquant le niveau d'exécution physique et financier des contrats des entreprises	Mai et à la fin de chaque mois	ART et Génie	
	Mettre en place, former et équiper, les comités villageois de gestion et d'entretien des routes rurales sur les 4 tronçons avec l'appui conseils de la Direction de l'Assistance Technique des communautés au niveau de la DGRR	Mai	CNC/CRC/DGRR	
Ouvrages hydrauliques	Demander au Bureau de contrôle Art et Génie de fournir la liste des contrôleurs de site et superviseurs des chantiers	Mai	CNC	
	Organiser une mission de supervision des chantiers hydrauliques	Mai	CNC/CRC	
	Faire parvenir au PUSADER les rapports d'installation	Mai	Art et Génie	
Coordination et gestion	Réaliser une étude sur l'efficacité des dispositifs d'appui en termes de renforcement du patrimoine productif et de capacités de résilience des ménages bénéficiaires des appuis du PUSADER (reconstitution du cheptel et petite irrigation)	Décembre 2013	CNC/CRC	
	Réaliser une enquête sur le profil de vulnérabilité des	Décembre 2013	CNC/CRC	

	acteurs impliqués dans les travaux HIMO et sur l'utilisation des revenus monétaires procurés par cette activité			
	Exploiter les données issues du suivi des activités qui sont financées par le PUSADER en vue d'élaborer des fiches pouvant permettre aux bénéficiaires d'améliorer les systèmes de gestion et les résultats obtenus	Septembre 2013	CNC/CRC	
Durabilité	Focaliser les efforts le renforcement des capacités des structures de gestion des actions en cours.	Phase d'achèvement	CNC/CRC	
	Sensibilisation des multiplicateurs sur ces aspects de professionnalisation	Phase d'achèvement	CNC	
Aspects fiduciaires	Procéder au recrutement du comptable dans les meilleurs délais	Immédiat	Coordonnateur National	
	Capitaliser les leçons apprises pendant l'exécution du PUSADER pour la mise en œuvre du projet <i>Ruwanmu</i> pour assurer une meilleure efficacité dans la gestion des coûts et une meilleure gestion des risques en termes de sécurisation des actifs	Mai-Juin 2013	RAF	
	Harmoniser les procédures de gestion des frais de mission et ateliers avec le PASADEM	Mai-Juin 2013	RAF	
Autres	Etudes thématiques d'impact sur la sécurité alimentaire et les revenus des ménages	Janvier 2014	CNC/CRC	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

		Période: Janvier à Mars 2013				Objectif fixé au moment de la pré-évaluation		
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
Composante1: Restauration des biens de production des ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire								
<i>Sous-composante1.1 Production et distribution des semences améliorées et développement de la petite irrigation</i>								
	Quantité de semences améliorées produites	Tonne	270	304.43	113%	484.26	450	108%
	Quantité de semences améliorées distribuées	Tonne	270	0	0%	179.83	450	40%
	Ménages touchés	Nbre	22960	0	0%	15094	40000	38%
	Superficie mise en valeur en décrue	Ha	1000	1000	100%	1380	1400	99%
	Quantité de semences améliorées de décrues distribuées	Tonne	0	0	0	58		#DIV/0!
	Kit de traitements phytosanitaires mis en places	Nbre	0	0	0	212		#DIV/0!
	Kit petit matériel distribué	Nbre	0	0	0	965		#DIV/0!
	Quantité de pesticides distribuée	Litres	0	0	0	4313		#DIV/0!
	Bénéficiaires	Ménages	3086	3086	100%	3929		#DIV/0!
	Superficie aménagée et équipée	Ha	965	965	0	1458	1400	104%
	Forages réalisés	Nbre	2275	2261	99%	3498	5600	68%
	Puits maraichers réalisés	Nbre	0	0	0	335		
	GMP distribués	Nbre	22750	2275	100%	3895	5600	70%
	Quantité d'engrais distribués	Tonne	0	0	0	274460		
	Quantité de semences potagères distribuées	Tonne	0	0	0	44282		
	Kit de traitement phytosanitaire mis en places	Kit	0	0	0	401		
	Quantité de pesticides distribuée	Litres	0	0	0	3228		
	Bénéficiaires Touchés	Ménages	4649	4549	100%	7348	6000	122%
<i>Sous-composante1.2: Reconstitution du cheptel et construction et approvisionnement BAB</i>								
	Animaux distribués	Nbre	5000	2900	46%	23008	37000	62%
	Ménages bénéficiaires	Nbre	1250	725	58%	5725	9250	62%
	Balisages des sites de CES/DRS	Km balisé	150	25	16%	150	25	16%
<i>Sous-composante1.3: Travaux en haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour la conservation</i>								
	Superficie traitée	Ha	0	0	0%	2727		

des eaux et de sols/ défense et restauration des sols								
	Plants plantés	Plants	0	0	0%	404054		
Sous-composante 1.3: Travaux en haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour la conservation des eaux et de sols/ défense et restauration des sols	Stock initial mis en place	Tonne	0	0	0%	570	650	88%
	BCS renforcées	Nbre	0	0	0%	50	37	135%
	BCS créées	Nbre	0	0	0%	23	23	100%
	Magasins construits	Magasin	0	0	0%	23	60	38%
Composante 2 : Composante 2: Renforcement des systèmes de production du riz								
	Magasins construits	Nbre	5	3	60%	5	3	60%
	Stock du riz paddy (fonds de roulement pour les femmes	Tonne	250	250	100%	250	250	100%
Composante 3: Infrastructures de soutien au développement Rural								
	Routes neuves réalisées	Km	51	0	0%	51	0	0%
	Puits réalisés	Puits	45	0	0%	45	0%	0%
	Forage PMH réalisés	Forage	31	0	0%	31	0%	0%
Composante 4 Gestion et suivi évaluation du projet								
	GSC partenaires	Nbre	7	7	100%	7	7	100%
	ONG partenaire	Nbre	2	2	100%	2	4	50%
	Convention de partenariat	Nbre	6	6	100%	6	6	100%
	Mission de supervision	Nbre	2	2	100%	3	3	100%
	Evaluation mi -parcours	Nbre	0	0	0%	1	1	100%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

	Pré évaluation	Actualisé au taux de réception	Décaissements	Pourcentage décaissé
Bailleur de fonds				
Prêt FIDA 821	6 500 000	6 401 263	6 179 401,28	96,53%
Don FIDA 8068	6 500 000	6 401 261	6 179 274,02	96,53%
Prêt OFID 1381	6 360 000	6 360 000	1 580 315,65	24,85%
TOTAL	19 360 000	19 162 524	13 938 991	72,74%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Prêt OFID n°1384 P			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Composante 1	4 500 000	4 685 768	104%	4 500 000	4 685 768	104%				9 000 000	9 371 536	104%
Composante 2	500 000	184 555	37%	500 000	184 555	37%				1 000 000	369 110	37%
Composante 3	780 200	75 735	10%	780 200	75 735	10%	5 860 000	1 351 426	23%	7 420 400	1 502 896	20%
Composante 4	719 800	1 284 179	178%	719 800	1 284 179	178%	500 000	97 799	20%	1 939 600	2 666 158	137%
	6 500 000	6 230 238	96%	6 500 000	6 230 238	96%	6 360 000	1 449 225	23%	19 360 000	13 909 700	72%

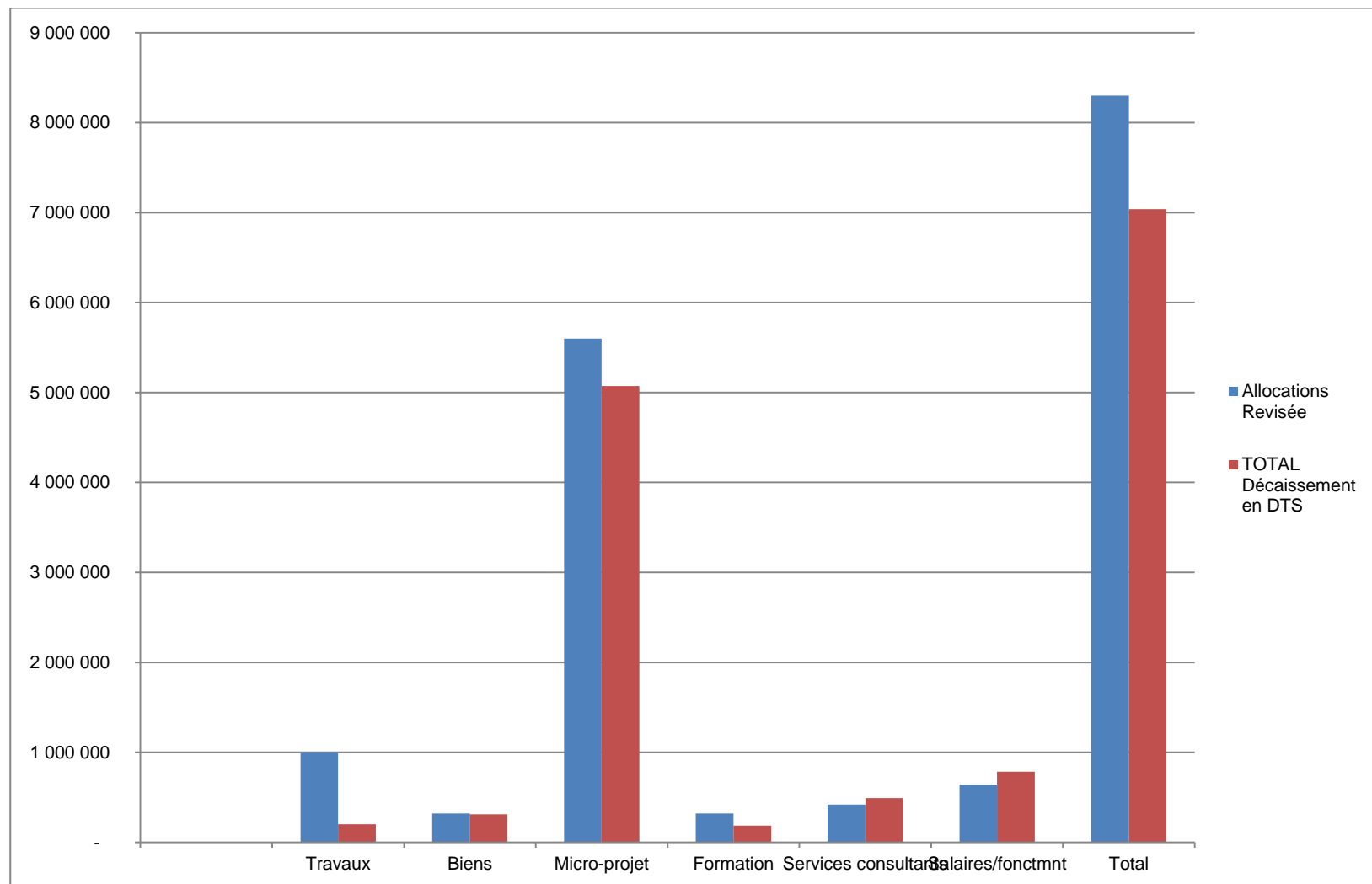
Tableau 5C: Décaissements du prêt 821 (en DTS, au 31 MARS 2013)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	Solde	Décaissement (%)
I	Travaux	1 420 000	500 000	99 578,90	400 421,10	19,92%
II	Biens	160 000	160 000	155 203,57	4 796,43	97%
III	Microprojets	1 630 000	2 800 000	2 535 768,62	264 231,38	90,56%
IV	Formation	260 000	160 000	92 600,70	67 399,30	57,88%
V	Services de Consultants	170 000	210 000	244 882,79	-34 882,79	116,61%
VI	Salaires et coûts de fonctionnement	220 000	320 000	391 732,55	-71 732,55	122,42%
	Non alloué	290 000	-	-	-	-
	Dépôt initial			486 398,05	-486 398,05	
	Total	4 150 000	4 150 000	4 006 165,18	143 834,82	96,53%

Tableau 5C: Décaissements du don 8068 (en DTS, au 31 MARS 2013)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	Solde	Décaissement (%)
I	Travaux	1 420 000	500 000	99 578,90	400 421,10	19,92%
II	Biens	160 000	160 000	155 203,56	4 796,44	97%
III	Microprojets	1 630 000	2 800 000	2 535 772,45	264 227,55	90,56%
IV	Formation	260 000	160 000	92 600,70	67 399,30	57,88%
V	Services de Consultants	170 000	210 000	244 882,76	-34 882,76	116,61%
VI	Salaires et coûts de fonctionnement	220 000	320 000	391 733,55	-71 733,55	122,42%
	Non alloué	290 000	-	-	-	-
	Dépôt initial			486 311,68	-486 311,68	
	Total	4 150 000	4 150 000	4 006 083,60	143 916,40	96,53%

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section E -2a de l'accord de financement	Aucun décaissement ne sera effectué avant que le Manuel d'exécution du projet n'ait été préparé et soumis au Fonds par l'Unité de gestion du projet et approuvé par le Fonds	Démarrage	Manuel d'exécution disponible au démarrage du projet	Disposition respectée
Section E -2b	Aucun décaissement ne sera effectué au titre des catégories 1 (Travaux) et 2 (Biens) pour les activités liées à la sous-composante 1.1 (Volet B : développement de la petite irrigation) avant que l'analyse technique et économique relative au volet susmentionné de cette sous-composante n'ait été reçue, révisée et approuvée par le Fonds	Continu	Fait	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte désigné à Niamey et 2 sous comptes opérationnels (Tahoua et Maradi) ont été ouverts à la Banque Atlantique	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2012 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2012 approuvé le 10 janvier par le FIDA	Disposition globalement respectée, sauf pour marchés passés en urgence en fin 2011
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules et assurance maladie pour le personnel Pour les travaux, les DAO contiennent une clause « assurances » ; cette clause sera reprise dans les contrats	Disposition respectée
	L'UNC prépare annuellement un projet de travail et de budget transmis au Fonds pour non objection	Chaque année	PTBA approuvé par le Comité de Pilotage et ANO du FIDA en janvier 2013	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, tous les trois mois, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestrielle ment	Rapport envoyés	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2012	Fait en septembre-octobre 2012	Disposition respectée
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2012	Rapport d'audit de l'exercice 2011 envoyé le 14 mai 2012. Audit de l'exercice 2012 en cours	Disposition respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

La démarche de ciblage qui a été adoptée par le projet est un processus d'apprentissage pour les différentes parties prenantes. Cette démarche s'inspire de l'approche d'auto-ciblage participatif développée par le PPILDA. Elle a été mise en œuvre pour certaines composantes du PUSADER en vue de toucher 20% des bénéficiaires. La valeur ajoutée de cet outil méthodologique réside dans:

- le classement des ménages par catégorie en fonction de leur degré de vulnérabilité tel que perçu par la communauté;
 - la prise en compte des besoins spécifiques des couches et catégories sociales plus pauvres (femmes et jeunes) auxquelles la possibilité est offerte d'accéder aux opportunités économiques et sociales;
 - l'établissement d'un dispositif permettant aux populations locales de mieux apprécier les impacts des projets par elles-mêmes et de formuler des recommandations visant à conforter ces impacts;
 - la responsabilisation des acteurs locaux et l'acquisition de compétences; ce qui constitue une source de motivation et d'intérêt à s'approprier les dynamiques enclenchées par le programme;
 - l'acquisition d'une base de données au niveau local dont l'exploitation permet d'orienter les processus décisionnels.
-

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

La stratégie d'intervention du projet revêt une tonalité originale qui est liée au fait qu'elle prend en compte deux exigences complémentaires: (i) amélioration de l'accessibilité des populations vulnérables aux céréales lors des périodes de crise, afin d'améliorer leurs conditions de vie à court terme; et (ii) renforcement du patrimoine productif et préservation des moyens d'existence à moyen et long termes à travers la promotion de la petite irrigation et l'appui à la reconstitution du cheptel.

Annexe 1: Etat de mise en œuvre des feuilles de route pour la réalisation des infrastructures

Volet Petite irrigation: Marché de 2 275 forages			
	Activités	Échéance	Etat de mise en œuvre
1	Reprise DAO avec appui DGGR/DRGR	Au plus tard 10 oct 2012	DAO repris et finalisé le 7/12/12 avec un allègement au niveau des de certaines pièces administratives dont la garantie de soumission
2	Transmission correspondance aux mairies concernées afin de faire parvenir liste des entreprises agréées et ayant donné satisfaction en précisant critères d'éligibilité	Au plus tard 12 oct. 2012	Activité réalisée et courrier électronique transmis le 8/10/12
3	Transmission Nouvelle demande avec DAO révisé et nouvelle liste Entreprises pour autorisation procédure d'appel d'offre restreint dérogatoire	Au plus tard le 15 octobre 2012	Demande transmise par correspondance N°352/MAG/CCN/PUSADER En date du 15/10/2012
4	Avis DGCMP sur nouvelle requête attendue le	22-oct-12	Avis de conformité et accord transmis par la lettre n° 1416/DGCMP/DCR DU 23/10/2012
5	Lancement de l'Avis d'appel d'offre restreint	25-oct-12	Activité réalisée et la lettre d'invitation signée le 25/10/12
6	Ouverture des offres	10-nov-12	Procès-Verbaux d'ouverture des offres signés au niveau des régions du 20/11/12 au 21/11/2012
7	Evaluation terminée	17-nov-12	PV d'évaluation signés au niveau des régions du 20/11/12 au 21/11/2012
8	Signature Marché	20-nov-12	Marchés signés au niveau des régions le 15/12/12
9	Démarrage des travaux	25-nov-12	Travaux démarrés durant la dernière semaine de décembre 2012
10	Réception provisoire des travaux	15-déc-12	777 forages réalisés à Tahoua sur 860 soit un taux de 91% 977 forages réalisés à Maradi sur 1357 soit un 72% et 892 forages équipés et réceptionnés soient le taux global de réalisation est de 83,5%
11	Mission de supervision et accompagnement	Début janvier 2013	Mission organisée du 28 janvier au 8 février 2013
12	Livraison des groupes motopompes de Tahoua	15 février 2013	20 février 2013
13	Fin des travaux de forages et réception sur l'ensemble des deux régions	03 mars 2013 Maradi	Fin mars 2013
		10 Février a Tahoua	
14	Réception définitive des forages Tahoua Maradi	Février 2014	

	Volet Pistes Rurales		
	Activités	Echéance	Etat de mise en œuvre
1	Rapport d'Avant-projet Sommaire (APS)	07-mai-12	Rapport transmis par le Bureau d'Etudes par courrier N° 098/2012/GAG
2	Avant-Projet détaillé (APD)	02-juil-12	Rapport validé par l'atelier tenu le 18 juillet 2012 regroupant les Services techniques (DGRR, DGGR), Bureau d'étude et PUSADER
3	DAO Provisoire (pour les 158,6 Km)	02-juil-12	Suites aux contraintes budgétaires il a été retenu un linéaire total de 69,1 Km reparté en 4 Lots (dont 3 à Maradi (49,7 km) et 1 à Tahoua (19,4Km)) DAO transmis à la DGCMP le 2/8/12 par lettre N° 277/MAG/CCN/PUSADER Avis de conformité DGCMP obtenu le 30/8/12 par lettre N° 1053/MF/DGCMP/DCR ANO FIDA N°039/12/PUSADER du 14/8/2012
4	DAO version définitive pour les 69,1 km de pistes retenues	02-août-12	DAO transmis en début septembre 2012
5	Lancement de l'Avis d'appel d'offre International	sept-12	Publié le 14/9/2012 dans DG market et Sahel Dimanche N° 1507 du 14/9/2012
6	Préparation des offres de soumission Une entreprise peut soumissionner à tous les lots mais ne peut être adjudicatrice que de deux (2) Lots au maximum	oct-12	Activité réalisée et recommandation prise en compte dans le DAO publié
7	Evaluation des offres et approbation (DGCMP/FIDA) Une visite de matériels sera systématiquement faite afin de vérifier l'exactitude des informations fournies dans les offres	06 au 20 nov 2012	Vérification du matériel faite sur les offres dans le rapport de l'analyse signé le 16 novembre Avis DGCMP par lettre N°1660/MF/DGCMP/DCR du 05/12/12 ANO du FIDA 056/12/PUSADER du 11/12/12
8	Signature de contrat	Fin-novembre	Marchés lots 1 et 2 approuvés signés et le 28/01/2013 Lots 3 et 4 non encore signés
9	Mission de suivi	Début janvier 2013	28 janvier 2013-8 février 2013
9	Enregistrement des contrats	10/02/2013	
10	Païement avance de démarrage	18/02/2013	février 2013
11	Réunion de cadrage en vue du démarrage des travaux	15/02/2013	15 février 2013
12	Avis de conformité environnementale définitif du BEEEI	19/02/2013	Document valide en décembre 2012 lors d'un atelier
13	Visite de conformité de la mobilisation de l'entreprise	10/03/2013	
14	Démarrage effectif des travaux	15/03/2013	18 février sur les deux lots de DKO, les deux autres lots vont démarrer au courant du mois de mai
15	Réception provisoire des travaux	15/09/2013	
16	Réception définitive des travaux	15/09/2014	

<u>Volet Ouvrages hydrauliques villageoise</u>			
<u>Sous volet 7 lots de 26 Puits déjà adjudés</u>			
	Activités	Dates de transmission	Observations
1	Rapport d'Avant-projet Sommaire (APS)	10-juillet 2012	Réalisé: transmis par BE N° 015/2012/GAG du 06 juillet 2012
2	Avant -Projet détaillé (APD)	02-août-12	Documents techniques validés par un atelier regroupant les services techniques (DGGR, DHR), le bureau d'étude et PUSADER du 19 au 20 septembre 2012 et approuvés par ANO N°047/12/PUSADER en date du 24/9/12
3	DAO version Provisoire	20-sept-12	Elaboré début Octobre 2012 Avis DGMP le 17/10/12 par lettre N° 1372/MF/DGCM/DCR Avis NO FIDA N° 049/12/PUSADER du 12/10/12
4	Finalisation DAO définitif	15-oct-12	Remis le 17/10/12
5	Lancement de l'Avis d'appel d'offre International	22-oct-12	Publié dans SAHEL Dimanche du 18 octobre 2012
6	Préparation des offres de soumission	nov.-12	Ouverture des offres le 12/12/12 par la commission ad 'hoc mise en place par arrêté N° 218/MAG/SG/DRFM du 11 décembre 2012
7	Evaluation des offres et approbation (DGCMP/FIDA) Constitution de petits lots (maximum 4 lots) et un seul lot par entreprise	22 au 30 nov. 2012	Avis DGCMP le 18 janvier 2013 par lettre N°42/MF/DGCM/DCR ANO du FIDA N°03/2013/PUSADER du 19 janvier
8	Signature de contrat	18/02/2013	Contrats 7 lots de 26 puits signés le 18 février 2013
9	Mission de suivi	28 janvier au 8 février 2013	
10	Démarrage des travaux 7 lots attribués totalisant 26 puits (lots 1, 2, 8, 9, 10, 11,12)	30/03/2013	Lot 1 et 2 ont démarré le 9 avril et les autres vont de marrer au mois de mai
11	Réception provisoire	Février 2014	

<u>Volet Ouvrages hydrauliques villageoise</u>			
<u>Sous volet 5 lots de 19 Puits à relancer</u>			
	Activités	Dates de transmission	Observations
1	Rapport d'Avant-projet Sommaire (APS)	10-juillet 2012	Réalisé: transmis par BE N° 015/2012/GAG du 06 juillet 2012
2	Avant -Projet détaillé (APD)	02-août-12	Documents techniques validés par un atelier regroupant les services techniques (DGGR, DHR), le bureau d'étude et PUSADER du 19 au 20 septembre 2012 et approuvés par ANO N°047/12/PUSADER en date du 24/9/12
3	DAO version Provisoire	20-sept-12	Elaboré début Octobre 2012 Avis DGMP le 17/10/12 par lettre N° 1372/MF/DGCM/DCR Avis NO FIDA N° 049/12/PUSADER du 12/10/12
4	Finalisation DAO définitif	15-oct-12	Remis le 17/10/12
5	Lancement de l'Avis d'appel d'offre International	22-oct-12	Publié dans SAHEL Dimanche du 18 octobre 2012
6	Préparation des offres de soumission	nov.-12	Ouverture des offres le 12/12/12 par la commission ad 'hoc mise en place par arrêté N° 218/MAG/SG/DRFM du 11 décembre 2012
7	Evaluation des offres et approbation (DGCMP/FIDA) Constitution de petits lots (maximum 4 lots) et un seul lot par entreprise	22 au 30 nov. 2012	Avis DGCMP le 18 janvier 2013 par lettre N°42/MF/DGCM/DCR ANO du FIDA N°03/2013/PUSADER du 19 janvier
8	Mission de suivi	28 janvier au 8 février 2013	28 janvier au 8 février 2013
12	Relance DAO 19 puits en 5 lots déclarés infructueux	21 janvier 2013	Mis en œuvre le 9janvier 2013
13	Ouverture des offres des 5 lots	12/2/13	Mi en en œuvre le 3 avril
14	Démarrage travaux	Mai 2013	
13	Réception provisoire travaux 5lots	Février 2014	
14	Réception définitive 5 lots	30 sept 2014	

Sous volet 31 Forages			
	Activités	Echéance	Etat de mise en œuvre
1	Rapport d'Avant-Projet Sommaire (APS)	30-août-12	Réalisé: transmis par BE N°015/2012/GAG du 06 juillet 2012
2	Avant-Projet détaillé (APD)	06-sept-12	Documents techniques validé suite à un atelier regroupant les services techniques (DGGR, DHR), le bureau d'étude et PUSADER du 19 au 20 septembre 2012 Et approuvés par ANO N°047/12/PUSADER en date du 24/9/12
3	DAO version Provisoire	24-sept-12	Elaboré début Octobre 2012 Avis DGMP le 17/10/12 par lettre N° 1372/MF/DGCMP/DCR Avis NO FIDA N° 049/12/PUSADER du 12/10/12
4	Finalisation DAO définitif	Début Octobre 2012	Réalisé le 17/10/12
5	Lancement de l'Avis d'appel d'offre International	22-oct-12	Publié dans SAHEL Dimanche du 18 octobre 2012
6	Préparation des offres de soumission	Nov. 12	Ouverture des offres le 11/12/12 par la commission ad 'hoc mise en place par arrêté N° 217/MAG/SG/DRFM du 11 décembre 2012
7	Evaluation des offres et approbation (DGCMP/FIDA) Constitution de petits lots (maximum 2 lots) et un seul lot par entreprise	22 au 30 nov. 2012	Avis DGCMP le 15 janvier 2013 par lettre N°28/MF/DGCMP/DCR ANO du FIDA N°02/2013/PUSADER du 17 janvier
8	Signature des contrats de 31 forages	Début déc. 2012	Contrat signé et avance payée pour le lot 1
9	Démarrage des travaux	Mai 2013	
10	Réception provisoire des travaux	Décembre 2013	
	Réception définitive	Décembre 2014	

Annexe 2: Registre des contrats 2013

.N°	Catégorie de marché	N° du contrat	Objet du contrat	Méthode de passation	Attributaire	Montant	Date de signature	Remarques/ niveau d'exécution
01	Travaux	667/12/MF/DGCF du 31/01/13	Construction de magasins de stockage pour les groupements féminins	AON	Entreprise Kabirou Mahamadou	89 631 194 F CFA TTC	28 janvier 2013	Travaux en cours
02	Travaux	665/12/MF/DGCF du 31/01/13	Réalisation de 22.9km de piste Dan Girgaou-Ourafane	AOI	E/se MOREY-	317 168 420 F CFA HT	28 janvier 2013	
04	Travaux	668/12/MF/DGCF du 31/01/13	Réalisation De la piste Ourafane-Gararé (18.1 km)	AOI	Ese DAR ES SALAM-	307 030 699 F CFA HT-	28 janvier 2013-05-01	Travaux en cours
05	Travaux	670/12/MF/DGCF du 31/01/13	Réalisation de la piste Golom-Angoual-Djirmaye (8.7km) et de la piste Kéhéhé-Insafari(19.4 km)	AOI	Ese DKO	744 042 945 F CFA HT	31 janvier 2013	Travaux en cours
06	Travaux	702/12/MF/DGCF du 4 mars 2013	Réalisation de 9 puits dans la région de TAHOUA-Lots 1 et 2	AOI	Ali KADA & Frères	113 368 900 F CA HT	4 mars 2013	Délai de réalisation 8 mois
07	Travaux	703/12/MF/DGCF du 4 mars 2013	Réalisation de 02 puits dans la région de Maradi-Lot 9	AOI	Alpha Oumarou	24 833 000 F CFA HT	4 mars 2013	Délai de réalisation 5 mois
08	Travaux	704/12/MF/DGCF du 4 mars 2013	Réalisation de 16 forages dans la région de Maradi et Tahoua	AOI	ECK	199 312 000 F CFA HT	4 mars 2013	Délai de réalisation 5 mois
09		705/12/MF/DGCF du 4 mars 2013	Réalisation de 08 puits dans la région de Maradi-Lots 8 et 10	AOI	ESAF	85 654 000 F CFA HT	4 mars 2013	Délai de réalisation 7 mois
10		706/12/MF/DGCF du 4 mars 2013	Réalisation de 15 forages dans la région de Maradi	AOI	Yahaya Ardé et Fils	174 499 000 F CFA HT		Délai de réalisation 5mois
11		707/12/MF/DGCF du 4 mars 2013	Réalisation de 07 puits dans la région de Maradi-Lots 11et 12	AOI	Yahaya Ardé et Fils	85 055 000 F CFA HT	4 mars 2013	Délai d'exécution 7 mois
12			Réalisation de 9 puits dans la région de TAHOUA-Lots 3 et 4	AOR	Madeb/Satreh	119 648 000 F CFA HT		Marché dans le circuit d'enregistrement
13			Réalisation de 7 puits dans la région de Maradi-Lots 5 et 7	AOR	EDLF	126 464 000 F CFA HT		Marché dans le circuit d'enregistrement
14			Réalisation de 03 puits dans la région de Maradi-Lots 6	AOR	ESI	74 100 000 F CFA HT		Marché dans le circuit d'enregistrement

Annexe 3: Suivi des recommandations de l'audit des comptes 2011 du PUSADER

Recommandations	Responsables	Niveau d'exécution
1. Créer les comptes qui enregistrent les subventions distinctement pour le Don et prêt dans la classe 1 « comptes des ressources durables »	Comptable Principal/CNC	Recommandation mise en œuvre: les comptes qui enregistrent les subventions reçus pour le prêt et le Don ont été créés: il s'agit du compte 141710 Fonds reçus Prêt FIDA et 141711 Fonds reçus Don FIDA
2. Revoir la présentation des états financiers de manière à immobiliser en fin d'exercice toutes les charges d'une part, et d'autre part à transférer les subventions d'exploitation de la période dans les comptes des ressources durables	Comptable Principal/CNC	Recommandation mise en œuvre: (cf aux états financiers 2011 et la balance)
3. Suivre et mettre scrupuleusement en exécution les principes comptables. Pour le suivi des marchés, le contrat peut être enregistré intégralement dans le menu « Passation des marchés » du logiciel	Comptable Principal/CNC registre des marchés du logiciel TOMPRO)	Recommandation mise en œuvre: le suivi des engagements se fait dans le module marchés et engagements (Cf. registre des marchés du logiciel TOMPRO)

Annexe 4: Etat de rapprochement du compte spécial

Titre du Projet : Programme d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural (PUSADER) **FORMULAIRE 104 DRF N°28/2013 au 31/03/2013**

Prêt FIDA No : 821 - NE 50%

Don FIDA No.: DSF - 8068 - NE 50%

NUMÉRO DU COMPTE SPÉCIAL : **H0136 01001 60068410001/28** AUPRÈS DE LA BANQUE : **Atlantique-Niger**

		1 200 000 000												
1.	MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA													
	MOINS: MONTANTS RECOUVRES PAR LE FIDA													
	DRF n°025	149 861 855												
	DRF n°026	181 553 234												
2.	MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	331 415 089												
3.	ÉGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCÉE AU COMPTE SPÉCIAL (1-3)	868 584 911												
4.	SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL À LA DATE (31-03-2013)													
	RELEVÉ BANCAIRE CI-JOINT	275 798 121												
5.	PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPÉRATIONS PUSADER/Maradi (31-03-2013)	16 459 659												
	PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPÉRATIONS PUSADER/Tahoua (31-03-2013)	3 457 360												
	PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPÉRATIONS PUSADER/Tillabéry (31-03-2013)	-												
	PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) PUSADER/Maradi (31-03-2013)	50 100												
	PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) PUSADER/Tahoua 31-03-2013)	-												
	PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) PUSADER/Tillabéry (31-03-2013)	-												
	PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) PUSADER/Niamey (31-03-2013)	-												
	Sous total de 5:	19 967 119												
	TOTAL SOLDES DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPÉRATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	295 765 240												
6.	PLUS: MONTANT DES DÉPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIÉES DANS LA DEMANDE DRF JOINTE NUMÉRO 28/2013	227 755 768												
7.	PLUS: MONTANT PAYÉ DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE D'OPÉRATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ													
	Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée	-												
8.	PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITES À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE													
	<table><tr><td></td><td>Dat</td><td>FCF</td><td></td></tr><tr><td>DRF N°</td><td>e</td><td>A</td><td>MONTANT</td></tr><tr><td>DRF N°027</td><td></td><td></td><td>346 323 904</td></tr></table>		Dat	FCF		DRF N°	e	A	MONTANT	DRF N°027			346 323 904	
	Dat	FCF												
DRF N°	e	A	MONTANT											
DRF N°027			346 323 904											
	TOTAL DES DEMANDES PRÉCÉDENTES PAS ENCORE CRÉDITÉES:	346 323 904												
9.	MOINS: INTÉRÊTS GAGNÉS CRÉDITÉS AU COMPTE	-												
10.	ÉGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N° 4 À N° 9)	869 844 912												
11.	EXPLICATION DE TOUT ÉCART ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS													
	Montant du chèque n°1865325 non passés à la date du rapprochement	(1 260 000)												
	Païement de un francs de plus sur la DRF n°026	(1)												
	MONTANT RAPPROCHE	868 584 911												
	Montant non admissible à rembourser au compte du Projet	-												
12.	DATE: 05/04/2013	SIGNATURE: 05/04/2013												
Nom:	ABDOULKARIM BENOIT	Nom: ASSADECK MOHAMED												
Titre:	RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER PUSADER	Titre: COORDONNATEUR NATIONAL PUSADER												

Annexe 5: Registre des demandes de retrait des fonds FIDA en F CFA: janvier à mars 2013

N° d'ordre	Bénéficiaire	Avance Initiale	Catégories						Total	Date d'envoi	Date d'encaissement Projet
			1. Travaux	2. Biens	3. Microprojet	4. Formation	5. Services des Consultants	6. Salaires et coûts de fonctionnement			
DRF 24	Compte désigné		-	3 297 821	229 742 489	3 433 955	32 922 882	55 640 134	325 037 281	17/12/2012	21/01/2013
DRF 25	Compte désigné		-	3 484 950	209 022 699	13 882 215	91 060 529	57 204 246	374 654 639	29/01/2013	21/02/2013
DRF 26	Compte désigné		-	23 400	387 382 815	7 536 686	14 062 467	44 877 717	453 883 085	26/02/2013	18/03/2013
DRF 27	Compte désigné		148 447 336	-	177 374 758	8 648 230	1 743 256	10 110 324	346 323 904	19/03/2013	05/04/2013
Total		-	148 447 336	6 806 171	1 003 522 761	33 501 086	139 789 134	167 832 421	1 499 898 909		

COMPTE DESIGNÉ					
N°DRF	Montant Demandé	Montant Payé	Différence (Montant recouvré)	Total Payé	Date de valeur
DRF 24	325 037 281	325 037 281	-	325 037 281	21/01/2013
DRF 25	374 654 639	224 792 784	149 861 855	224 792 784	21/02/2013
DRF 26	453 883 085	272 329 852	181 553 233	272 329 852	18/03/2013
DRF 27	346 323 904	207 794 342	138 529 562	207 794 342	05/04/2013
Total	1 499 898 909	1 029 954 259	469 944 650	1 029 954 259	

Annexe 6: Grille d'évaluation du système de gestion financière et fiduciaire

	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/Commentaires/Recommandations	
A. Risque inhérent			
B. Risque de Contrôle			
	Objet	Note	Problèmes / Commentaires /Recommandations
	1. Personnel		
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La structure est adéquate: le PUSADER étant un projet d'urgence dont la réalisation est prévue sur une courte période (3 ans prévus, 2 ans de réalisation effective sur les fonds FIDA, ce qui a été une bonne performance. Le Service Administratif et Financier du PAUSADER est composé d'un RAF qui supervise aussi d'autres projets, d'une Comptable Principale, d'un Responsable de Passation de marchés, de deux Comptables régionaux (un à Tahoua et un à Maradi)
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	L'organigramme est indiqué dans le manuel des procédures et les Termes de Référence (Fiches de Postes) sont également disponibles pour chaque agent
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le personnel de gestion financière a les compétences nécessaires et les effectifs sont suffisants. Des postes d'assistants stagiaires ont été pourvus, pour assister les comptables des régions notamment (un par région)
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel des procédures contient des dispositions adéquates
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Le système interne d'évaluation existe
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Oui, Contrat d'une année renouvelable
g.	Paie ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Oui, le personnel a suivi des ateliers de formation du FIDA incluant ces questions
	2. Budget		
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Budget préparé dans les délais
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Oui
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Bonne adéquation des coûts

3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Ponctualité pour les fonds FIDA (décaissements déjà faits à près de 100%) qui ont démarré en 2011 et bon déroulement pour les fonds OFID depuis leur démarrage en 2012. Il faut noter cependant que les fonds OFID ont démarré avec 10 mois de retard par rapport à ceux du FIDA
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Le PUSADER ne prévoit pas de fonds de contrepartie. Seules les exonérations de taxes sont prévues sur le financement OFID uniquement.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Oui
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'opérations	F	Contrôle interne: Principe de double signature sur les comptes
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Idem: contrôle interne effectif: double signature
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Oui, très bonne adéquation
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Oui, très bonne adéquation
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Oui, très bonne adéquation
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Oui, très bonne préparation des DRF en temps et en qualité
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement	F	Faite par le Ministère des Finances
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Pas d'anciens cas. Les DRF portent sur pratiquement toutes les dépenses du mois précédent
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements	F	Très bonne régularité
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire	F	Taux d'exécution de 30% au 31 mars. Ce taux est satisfaisant. Par ailleurs, 72% des fonds du PTBA 2013 sont déjà engagés avec des contrats signés (travaux d'infrastructures rurales en cours), ce qui est très satisfaisant.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes	F	Le recouvrement de l'avance au CS est en très bonne voie, au taux de 40%
4. Contrôles Internes			
a.	Séparation des tâches – les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation pour l'exécution d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement d'une	F	La séparation des tâches et responsabilités est effective dans le processus de traitement des opérations financières avec ségrégation entre les fonctions d'approbation, enregistrement et détention

	transaction (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction		
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Les fonctions d'engagement de la dépense, réception des biens et services enregistrement comptable et liquidation de la dépense sont effectuées par différents agents
c.	Respect du manuel financier	F	Oui
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le manuel des procédures s'applique à tous les financements
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Adéquat
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Bonne efficacité. Cependant, dans la perspective du nouveau projet <i>Ruwammu</i> , les mesures suivantes devraient permettre une meilleure efficience dans la gestion des coûts et une meilleure gestion des risques en termes de sécurisation des actifs: i) meilleure gestion des frais de mission et du carburant avec des achats groupés et des paiements directs aux hôtels, pour éviter le transport en espèces de fonds excédant un seuil à fixer dans le manuel des procédures; ii) réduction des délais de justification des avances par les partenaires techniques en appliquant la procédure de 80% de paiement des per diem du chef de mission ou responsable de l'atelier et 20% après justification de l'avance; iii) réduction des sommes payées à des personnes physiques représentant les services techniques en payant directement les sommes dues aux fournisseurs (hôtels ou autres prestataires), ainsi qu'aux différents intervenants pour les honoraires et per diem. Cependant, l'ordre de payer sera émis par le signataire de la convention.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Existence des supports suivants: Bon de livraison, PV de réception, déclaration de conformité pour les passations de marchés délivrée par le Ministère des Finances
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Fait
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Caisse limitée à un plafond et dépenses caisse limitées à 500 000 F au niveau national et 200 000 F au niveau régional. La dépense caisse ne peut excéder 50 000 F
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Oui
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Oui
l.	Légalité/éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Oui, mais à améliorer pour les services techniques de l'Etat qui sont partenaires à l'exécution.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Oui
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Oui
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris:	F	Oui, les véhicules sont marqués et les inventaires des biens de l'UNC et des URC sont faits. Les carnets de bord sont

	i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)		globalement bien entretenus et les autorisations de voyage sont bien établies. Des mesures sont prises pour une analyse régulière de la consommation de carburant par véhicule, en plus des procédures de justification
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Oui
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Oui
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / relevé de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Oui
s.	Dispositions avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les journaux comptables)	F	Oui
t.	Existence d'une unité de support IT en place	N/A	Non; sauvegardes par quinzaine faites par l'équipe du SAF. Une sauvegarde des données se fait périodiquement sur des supports conçus à cet effet (disques, clés USB etc....) aussi bien dans les unités régionales qu'au niveau national (UNC) du Projet
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'engagement
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement les rapports	F	Bonne utilisation du système comptable en partie double, ainsi que du logiciel. Les rapports sont régulièrement produits par le logiciel
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	La tenue des registres et des chronos est bien faite. Le classement des pièces est adéquat, aussi bien au niveau régional qu'au niveau national
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Fait.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Ces dispositions sont dans le manuel des procédures.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la	F	Très bonne ponctualité

	performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement		
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	Pas de fonds de contrepartie, ni des bénéficiaires
	6. Rapports financier et suivi		
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Bonne
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Idem ci-dessus
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Idem ci-dessus
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Bonne
	7. Audit interne		
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	Il n'existe pas de service d'audit interne au sein du projet. Mais, au sein du Ministère de l'Agriculture, il existe une inspection générale qui est chargée d'effectuer au moins une mission par structure et rendre compte aux autorités
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	N/A	
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	N/A	
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	N/A	
	8. Audit externe		
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Le mandat et la portée sont adéquats conformité avec les directives du FIDA (ANO du FIDA sur les TDR)
b.	Respect des termes de référence	F	Pour le rapport sur l'audit des comptes 2011: oui Audit des comptes 2012: en cours
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Très bonne ponctualité
d.	Qualité de l'audit	F	Pour le rapport sur l'audit des comptes 2011: oui
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Recommandations mises en œuvre

		Evaluation du risque E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Mesure d'atténuation proposée
C. Risque inhérent			
D. Risques de Contrôle			
	1. Organisation et personnel	F	Le SAF dispose d'un personnel suffisant et disposant de bonnes compétences en comptabilité et en gestion
	2. Budget	F	Le taux d'exécution du PTBA de 2012 est satisfaisant, 92%. Pour 2013, l'exécution est à ce jour de 309%, avec 72% si l'on tient compte des contrats signés, ce qui est très satisfaisant
	3. Flux de fonds et modalités de décaissement	F	Adéquats.
	4. Contrôles internes	F	Adéquats
	5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	Adéquats. Cependant, une harmonisation des procédures avec le PASADEM est souhaitée
	6. Rapports et suivi	F	Inadéquat, à améliorer en systématisant les rapports mensuels à tous les niveaux du programme
	7. Audit interne	F	Pas de cellule d'audit interne, mais l'Inspection générale du Ministère de l'Agriculture peut assurer cette fonction
	8. Audit externe	F	Le rapport sur l'audit des comptes 2011 a été classé VERT Audit des comptes 2012: en cours
	Risque fiduciaire global du projet	F	Faible
	Commentaires		La gestion financière du PUSADER est très satisfaisante

Annexe 7: vérification des ECD – PUSADER avril 2013

CNC NIAMEY: *Toutes pièces justificatives jointes pour les éléments vérifiés*

N° et date DRF	Description	Montant en F CFA	Pièces justificatives	Numéro et date du chèque
DRF OFID N0.05	Avance mission de suivi du PUSADER	2 405 272	Fiche d'imputation, copie chèque, rapport financier, TDR, états de paiement émargés, factures hébergement, ordres de missions, reçu billet d'avion, factures de pause-café et déjeuné, reçu de carburant, reçu de péage routier, avis de reversement	Chèque n° 7521343 du 30/01/2013
DRF OFID N0. 05	Avance mission d'implantations des forages et bassins maraichers au niveau des sites retenus par le PUSADER pour l'exercice 2012-2013 dans la région de Tillabéry	782 000	Fiche d'imputation, copie chèque, rapport financier, TDR, états de paiement émargés, factures hébergement, ordres de missions, rapport de mission, reçu de carburant, reçu de péage routier, avis de reversement	Chèque n°7521344 du 31/01/2013
DRF OFID N0. 05	Achat de carburant	5 000 000	Fiche d'imputation, copie chèque, bordereau, facture définitive, facture pro-forma, reçu de caisse, bon de commande, bon de demande	Chèque n° 7521348 du 08/02/2013
DRF OFID N0.06	Avance atelier d'évaluation du rapport d'étude d'impact des travaux de réalisation de 31 forages équipés de PHM et 45 puits cimentés dans les régions de Tahoua et Maradi	11 987 007	Fiche d'imputation, copie chèque, rapport financier, TDR, états de paiement émargés, factures hébergement, ordres de missions, rapport de mission, liste manuscrite des participants, factures de pause-café et déjeuné, facture location salle de réunion, facture location rétroprojecteur, reçus pour vidange et entretien véhicule, reçus de transport, facture de reprographie, audience de visite terrain Tahoua et Maradi, reçu de carburant, reçu de péage routier, avis de reversement	Chèque n° 7521372 du 11/03/2013
DRF OFID N0. 06	Avance démarrage Marché 702/12/MF	22 673 780	Fiche d'imputation, copie d'OV, facture, caution d'avance de démarrage, caution de bonne exécution, ordre de service à l'entrepreneur, lettre de notification, contrat du marché	OV du 22/03/2013
DRF FIDA N0.027	Avance mission enquête marchés ruraux	6 975 990	Fiche d'imputation, copie chèque, rapport financier, Tdr, états de paiement émargés, factures hébergement, ordres de missions, rapport de mission, facture location véhicule, reçus entretien véhicule, reçus de transport, reçu de carburant, reçu de péage routier, reçu entretien véhicule, facture d'achat kit, avis de reversement	Chèque n° 1855471 du 11/02/2013
DRF FIDA N0. 028	Transmission de rapport d'activité et Note de frais	822 580	Fiche d'imputation, copie du chèque, note d'honoraire certifié service fait, certification de prise de service, notification du contrat, contrat de service, PV d'ouverture et rapport d'évaluation, rapport d'activité de la période	Chèque n° 1855480 du 05/04/2013

DRF FIDA N0. 028	Avance mission	5 983 560	Fiche d'imputation, copie chèque, TDR, PV de réunion sur enquête et catégorisation des ménages, traitement et reconditionnement semences, réception définitive magasins BC et BAB	Chèque n° 1855486 du 16/04/2012
---------------------------	----------------	------------------	---	---------------------------------

CRC MARADI

N° et date DRF	Description	Montant en F CFA	Pièces justificatives	Numéro et date du chèque	Commentaires
Catégorie 3					
DRF N0.26	Budget Achat des chèvres/Commune de Bermo (caprins)	7 804 650	Fiche d'imputation, Copie chèque, Budget	Chèque n° 240472 du 03/01/2013	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF N0. 26	Avance mission de validation liste des bénéficiaires	208 000	Fiche d'imputation, copie chèque, rapport financier, TDR, états de paiement émargés, factures hébergement	Chèque n°1998832 du 10/01/2013	<i>Manque signature de responsable suivi évaluation sur le TDR (à régulariser)</i>
DRF N0. 26	Budget Achat des chèvres/Commune de Bermo	7 433 904	Fiche d'imputation, copie chèque, Budget	Chèque n° 1998836 du 15/01/2013	<i>Joindre l'historique de la 1° tranche (complément de pièces au niveau de l'OD de justification)</i>
DRF N0. 26	Budget Achat des chèvres/Commune de Guidan Roudji	4 384 400	Fiche d'imputation, Copie chèque, Budget	Chèque n° 1998833 du 14/01/2013	<i>Toutes pièces jointes</i>
DRF N0. 26	Rachat semence améliorées	5 222 400	Fiche d'imputation, copie chèque, facture certifiée, PV de réception signé par le RRSE, DRA, Chef de centre et multiplicateur, contrat	Chèque n° 1998857 du 16/01/2013	<i>Cf. Convention DRA/PUSADER (joindre entièrement la page de garde avec renseignement et classer la convention)</i>

Catégorie 1					
DRF NO. 27	Travaux Réalisation de 186 forages maraichers dans la commune Rurale de Safo	11 333 715	Fiche d'imputation, copie ordre de virement, facture de l'entreprise Marina certifiée par le maire de Safo et RRSE, attachement, décompte, contrat, Notification provisoire d'avis d'offre (Offres de 6 soumissionnaires, existence de PV d'ouverture Existence avis de conformité du ministère des finances (Direction Régionale) Procès-verbal d'évaluation des offres	OV du 11/02/2013	Toutes pièces jointes
DRF NO. 27	Travaux de réalisation de 528 forages maraichers dans la commune urbaine de Tibiri	19 876 664	Fiche d'imputation, copie OV, Facture de l'entreprise Issaka Chaibou, Attachement des travaux, PV de réception signé par le maire, le SG, le GR, le représentant de l'entreprise, Notification d'adjudication	OV en date du 19/02/2013	Le contrat n'est pas joint, Cf. chèque précédent même fournisseur
DRF NO.28 en cours	Travaux de réalisation de 528 forages maraichers dans la commune Urbaine de TIBIRI	10 004 925	Fiche d'imputation, ordre de virement, facture, Décompte et attachement	OV en date du Mars 2013	Toutes pièces jointes
DRF NO. 28 en cours	Travaux de Réalisation de 186 forages maraichers dans la commune Rurale de Safo	7 070 824	Fiche d'imputation, ordre de virement, facture, Décompte et attachement, fiches de réception des ouvrages signés par les bénéficiaires, GSC, maire, Génie Rural et entreprise	OV du 11/02/2013	Toutes pièces jointes
DRF NO. 28 en cours	Travaux de réalisation de 528 forages maraichers dans la commune Urbaine de TIBIRI	12 005 910	Fiche d'imputation, copie OV, facture certifiée, décompte, attachement des travaux PV de réception, récap. des forages effectués	OV du 25/03/2013	Toutes pièces jointes
Catégorie 3					
DRF NO. 24	Achat pesticide et équipement de protection	14 455 000	Fiche d'imputation, copie chèque, facture certifiée, bon de livraison, bon de commande, PV de réception, demandes de cotation, lettre de marché, fiche comparative des offres, Notification d'adjudication, Notification de non Adjudication	Chèque n° 1833192 du 25/08/2012	Toutes pièces jointes
DRF NO. 25	Fourniture produits vétérinaires et des boucles	14 948 750	Fiche d'imputation, copie chèque, Facture certifiée, bon de livraison, Bon de commande, PV de réception, demande de cotation, tableau de comparaison de la cotation, lettre de marché, Notification d'adjudication et de non adjudication	Chq n° 1897929 du 03/01/2013	Toutes pièces jointes